

**GROUPE DE TRAVAIL**      **TASK FORCE ON**  
**SUR L'EUROPE CENTRALE**      **CENTRAL AND**  
**ET L'EUROPE DE L'EST**      **EASTERN EUROPE**

**ÉTÉ 1992**



**MESSAGE CONJOINT DE BARBARA McDOUGALL ET MICHAEL WILSON**

**Partenaires dans le changement**

Les années 90 représentent une période extraordinaire de l'histoire, marquée à la fois par l'incertitude mais offrant des occasions attrayantes. Partout en Europe centrale et dans l'ancienne Union soviétique, des nations sont en train de se reconstruire entièrement, jetant du même coup les bases de sociétés démocratiques et d'économies de marché. L'élaboration de cette nouvelle Europe a des répercussions sur le monde entier. C'est la raison pour laquelle le Canada n'a pas attendu pour offrir son aide, et que nous travaillons en étroite collaboration avec nos partenaires dans le changement de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est.

À peine deux ans après sa création, le Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est a développé un programme impressionnant d'aide technique destiné à encourager la démocratie, à faciliter la transition vers une économie de marché, et à accroître les liens commerciaux et les investissements du Canada dans la région. Avec 300 projets en cours, le programme canadien a contribué à jeter les fondations des réformes en Pologne, en Hongrie, dans la République fédérative tchèque et slovaque, et en Roumanie. En Lituanie, en Lettonie et en Estonie, le Canada apporte son aide à la mise en place de structures renforçant l'indépendance que ces pays viennent de retrouver. Mais le plus grand défi du Groupe de travail a été le lancement d'un ensemble de projets visant le transfert de compétences et de savoir-faire importants — qui représentent les outils de l'avenir — aux pays de l'ancienne Union soviétique, en particulier la Russie et l'Ukraine.

Notre programme d'assistance technique, réputé innovateur et efficace, est empreint d'une marque véritablement canadienne. Les compétences de niveau mondial des partenaires canadiens de tous les domaines — secteurs public et privé, milieux des affaires, syndicats, universités et organismes de bénévolat — ont apporté une réponse efficace à beaucoup de problèmes prioritaires en Europe centrale et en Europe de l'Est. Quant à la communauté multiculturelle du Canada, elle a apporté non seulement son expérience professionnelle, mais également ses compétences linguistiques et ses connaissances culturelles, faisant du Canada un partenaire de choix dans toute la région.

Les Canadiens reconnaissent maintenant qu'il est de leur propre intérêt d'assurer la réussite des réformes démocratiques et économiques en Europe centrale et en Europe de l'Est. Cette réussite mènera vers un monde plus stable, plus pacifique et plus prospère; un échec produirait le contraire. Le monde canadien des affaires, par exemple, s'est tout de suite rendu compte des débouchés qu'offre ce vaste marché. Sa participation est essentielle car, si les gouvernements peuvent établir les conditions nécessaires au bon fonctionnement d'une économie de marché, ce sont les entrepreneurs qui en assurent le succès.

Le rythme des réformes en cours en Europe centrale et en Europe de l'Est est encourageant. Mais il n'existe pas de recette miracle. La Yougoslavie et d'autres régions prouvent qu'il est plus facile de détruire que de construire. À l'aube de cette nouvelle Europe encore fragile, nous devons continuer à oeuvrer étroitement avec nos partenaires de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est, afin de poser des bases solides et stables pour l'avenir que nous partageons tous. ■

*Barbara McDougall*

La secrétaire d'État aux Affaires extérieures,  
l'honorable Barbara McDougall

*Michael Wilson*

Le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie  
et ministre du Commerce extérieur,  
l'honorable Michael Wilson

Affaires extérieures et  
Commerce extérieur Canada

Canada

# TABLE DES MATIÈRES

Le Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est .....	3	L'indépendance reconquise .....	15
Renaissance Europe de l'Est .....	4	Événements et visites .....	17
Apprendre à gérer pour faire face au changement .....	6	Projets par pays .....	18
L'exercice de la liberté .....	8	La République fédérative tchèque et slovaque .....	18
Une moisson de réformes .....	9	La Hongrie .....	19
Une coalition historique .....	10	La Roumanie .....	20
Conférence de Lisbonne .....	11	Du prétoire à la salle de cours .....	21
Le Canada et la Russie : une ère et des relations nouvelles .....	12	Conférence sur la stratégie commerciale canadienne .....	22
L'Ukraine : l'émergence d'un nouveau pays .....	13	Une mission de secours .....	23
Les enfants de Tchernobyl .....	14	Création de fonds en fiducie canadiens .....	24
		Vous pouvez faire votre part : voici comment .....	25
		Pour en savoir plus .....	26



# LE GROUPE DE TRAVAIL SUR L'EUROPE CENTRALE ET L'EUROPE DE L'EST

Lorsque les pays de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est ont amorcé, en 1989, leur transition d'un régime communiste à une économie de marché et un système démocratique, le Canada s'est engagé à les aider activement. Depuis lors, le Canada s'est maintenu au premier rang de ceux qui ont prêté assistance à cette région, en prenant un ensemble de mesures, notamment: alléger le fardeau de la dette extérieure, stabiliser le cours de la monnaie, fournir des provisions alimentaires et de l'aide humanitaire, allouer des crédits commerciaux et offrir une assistance technique.

La plus importante réalisation du Canada à ce chapitre est la création du Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est. Fondé en mars 1990 et relevant d'Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada, le Groupe de travail est le principal organisme dont s'est doté le Canada pour réagir aux transformations politiques et économiques de cette région. Il a le mandat de coordonner l'action des secteurs public et privé, d'encourager la création d'un large éventail de liens économiques et politiques avec cette région, et d'administrer un programme d'assistance technique dont le budget de 75 millions de dollars est assuré jusqu'à l'exercice 1993-1994.

La création du Groupe de travail est le résultat d'un programme antérieur de coopération avec la Pologne et la Hongrie, lancé en 1989. Devant la rapidité des changements survenus dans cette région, on a décidé, de concert avec le Groupe des 24 (G-24) pays industrialisés, d'élargir ce programme pour y admettre les autres pays de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est qui étaient aussi en voie de transformation, y compris l'Union soviétique de l'époque.

## Le passage à l'économie de marché

Persuadé que le développement économique et le développement politique vont de pair, le Groupe de travail aborde l'assistance technique en tenant compte de cette dualité. On a créé un Fonds de développement économique pour faciliter la rénovation des structures économiques et le développement d'économies de marché en Europe centrale et en Europe de l'Est, pour favoriser la

croissance de l'entreprise privée qui commence à y apparaître, et promouvoir les investissements ainsi que la formation de liens commerciaux avec le Canada. Ce fonds a permis de contribuer à de nombreux projets, allant de la réforme des institutions financières et la formation de gestionnaires dans le monde des affaires, à la privatisation de certaines industries et la formation de travailleurs de l'industrie laitière.

*La coopération est  
l'élément essentiel  
recherché par le  
Groupe de travail sur  
l'Europe centrale et  
l'Europe de l'Est.*

Le Groupe de travail est également responsable du programme de développement commercial et industriel Renaissance Europe de l'Est (REE), qui vise à accroître la présence des sociétés canadiennes sur les marchés de cette région. Jusqu'à maintenant, il a collaboré avec près de 70 entreprises oeuvrant dans différents secteurs, entre autres, en micro-électronique, dans les

secteurs des logiciels, du pétrole et du gaz, de la construction et des pâtes et papiers.

## Consolider la démocratie

Pour développer le deuxième volet du mandat du Groupe de travail, on a créé le Fonds de coopération politique qui sert à promouvoir la démocratisation des institutions politiques, sociales et économiques, le respect des droits de la personne, le pluralisme et la primauté du droit. Ce fonds a permis d'organiser des stages à l'intérieur de cabinets juridiques, des programmes de formation des employés d'institutions parlementaires et des cours sur les droits de la personne. On a également appuyé des initiatives en matière syndicale et éducative, en fournissant des conseils relatifs aux pratiques électorales et en facilitant la création de programmes sociaux.

## La nécessité de la coopération

La coopération est l'élément essentiel recherché par le Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est. Le Groupe puise dans le savoir-faire des secteurs public et privé, et accueille avec empressement les recommandations des organisations non

gouvernementales, des associations professionnelles, des milieux syndicaux, des institutions d'enseignement, des groupes de bénévoles et de tous les secteurs de l'administration publique. Parce qu'il favorise le partenariat, le Groupe de travail n'assume presque jamais cent pour cent des coûts d'un projet. Il tente plutôt d'accroître la contribution financière des autres participants, étant d'avis que, en l'absence d'engagement financier de la part de l'organisation responsable de son déroulement ou de la part de l'organisation bénéficiaire, le projet risque d'être mal conçu ou mal exécuté.

Le programme canadien d'assistance technique est administré en fonction des besoins du client. Le Groupe de travail consulte régulièrement les gouvernements des pays d'accueil afin de connaître leurs besoins précis et leurs priorités, pour ensuite trouver les ressources et les compétences disponibles au Canada, qui répondent à ces priorités. Des

contraintes financières empêchent le Canada de pouvoir oeuvrer dans tous les secteurs. Le Groupe de travail retient donc les projets qui lui apparaissent réalisables dans les secteurs où la technologie et le savoir-faire canadiens sont parmi les meilleurs au monde, notamment l'énergie, l'environnement, l'agriculture et les services financiers. On accorde beaucoup d'importance à ce qui procure un avantage concurrentiel au Canada, afin de favoriser à long terme la création de marchés pour les biens et les services.

Le Groupe de travail exploite également les liens culturels et linguistiques importants du Canada avec cette région. Un Canadien sur dix tire ses origines de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est. Cela donne au Canada un avantage exclusif qui lui permet de concevoir et d'exécuter plus efficacement son programme d'assistance technique.

## RENAISSANCE EUROPE DE L'EST

Le programme Renaissance Europe de l'Est (REE) a été créé au mois de mars 1990 pour encourager et pour aider les entreprises canadiennes à rechercher de nouvelles transactions commerciales et des possibilités d'investissements, sur les marchés qui s'ouvrent en Europe centrale et sur le territoire que recouvrait antérieurement l'Union soviétique. Ce programme, qui est sous la responsabilité du Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est, a déjà donné des résultats positifs.

La société Zenon Environmental Inc. a presque complété la mise au point d'un projet d'investissement de 2 millions de dollars dans une entreprise de traitement d'eau récemment privatisée, à Tatabanya (Hongrie). Cette société de traitement des eaux, de Burlington (Ontario), sera largement actionnaire dans ce nouveau projet réalisé en Hongrie, et qui assure de l'emploi à 265 personnes. La société Zenon Environmental Inc. était l'une des premières à profiter de l'aide fournie en vertu du programme REE, qu'elle a utilisée pour faire en Hongrie, à frais partagés, une étude de marché portant sur l'environnement. Ce sont les conclusions de cette évaluation qui ont amené cette société à décider d'un investissement aussi considérable.

### Les critères

Le but du programme REE est d'encourager les entreprises canadiennes à surmonter les obstacles que comportent la distance et les mécanismes traditionnels des échanges commerciaux. Ce programme permet au Groupe de travail d'ouvrir aux sociétés canadiennes l'accès à ces vastes marchés naissants de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est et de leur faciliter l'acquisition d'une nouvelle clientèle pour les produits et les services émanant du Canada, ce qui a pour effet de renforcer ces entreprises et de les rendre plus vigoureuses. En somme, les entreprises canadiennes, fortes de leur savoir-faire et de leur expérience, peuvent ainsi faire à long terme un bénéfice en même temps qu'elles contribuent à faciliter la transition à l'économie de marché.

En vertu du programme REE, les entreprises peuvent faire partager certains coûts reliés à leur expansion, quelle que soit leur taille, lorsqu'elles satisfont aux critères et qu'elles peuvent démontrer qu'il en résultera éventuellement des effets positifs pour le Canada sur le plan commercial et industriel. En vertu de ce programme, on peut toucher jusqu'à 50 000 \$ ou 50 p. 100 des dépenses reconnues, notamment les frais de transport aérien, les allocations de séjour et les frais de services accessoires encourus par les sociétés pour examiner la faisabilité de projets conjoints ou d'accords de coopération. Les sociétés peuvent aussi obtenir une aide financière pour la formation de leurs partenaires ou de leurs futurs clients. Il est également possible de payer ainsi une partie des coûts d'opération des conseils commerciaux

Enfin, le Groupe de travail s'efforce de bien allier la théorie avec la pratique. On vise le résultat et on accorde la priorité aux projets comportant un stage de formation en milieu de travail et la possibilité d'acquérir de l'expérience pratique.

## La soumission de projets

Les groupements et les sociétés qui désirent entreprendre une activité en Europe centrale et en Europe de l'Est doivent d'abord s'adresser au bureau du Groupe de travail à Ottawa, qui établira leur admissibilité à une aide financière. (On trouvera l'adresse et le numéro de téléphone à la page 26 de ce bulletin d'information.)

À la suite d'un premier entretien, les projets doivent être soumis en détail par écrit au Groupe de travail, et exposer :

- les buts du projet;
- l'effet du projet sur le développement économique et (ou) sur le processus de démocratisation dans le pays d'accueil;
- les prévisions budgétaires détaillées, notamment en ce qui concerne la contribution des organisations canadiennes chargées de l'exécution du projet et celle du pays d'accueil;
- un plan complet d'exécution du projet.

Le Groupe de travail fournira sur demande la liste des directives de soumission de projet. ■

réunissant les deux parties, sur une période maximum de trois ans.

## La renaissance du monde des affaires

Il y a plus de 40 projets qui sont actuellement en cours ou terminés. On obtient d'excellents résultats avec des projets de petite envergure dont l'objectif est soigneusement défini dans les secteurs clés de compétence canadienne, notamment le pétrole et le gaz, la haute technologie, les télécommunications et l'industrie manufacturière. Le nombre de projets relevant du secteur des services, une industrie croissante au Canada, est à la mesure de l'appétit longtemps refoulé qu'on ressent en Europe centrale et en Europe de l'Est pour le savoir-faire professionnel.

La société H.A. Simons Ltd., de Vancouver, met à contribution son expertise en génie forestier et en consultation, pour aider une importante entreprise d'État exploitant un moulin de pâte et de papier à Ust Ilimsk, en Sibérie centrale. Le coût des études préliminaires de ce contrat a été défrayé en vertu du programme REE. La société aide maintenant l'entreprise à se rénover et à préparer sa documentation en vue d'attirer des investisseurs étrangers.

« Nous avons commencé avec peu mais la production a augmenté depuis l'an dernier », dit M. Buzz Knott, directeur des finances et des affaires bancaires chez H.A. Simons. « Le potentiel de développement de l'industrie forestière russe est très élevé. »

M. Knott est d'avis que le projet actuel de sa société, mené de pair avec les autres projets du Groupe de travail, engendrera de nouveaux débouchés pour l'industrie forestière canadienne, ainsi que son matériel et son savoir-faire qui sont parmi les meilleurs au monde.

## La naissance de nouveaux marchés

D'autres sociétés sont également à la recherche de débouchés dans les pays qui formaient autrefois l'Union soviétique et où les Canadiens ont su démontrer activement, dans de nombreuses entreprises conjointes, qu'ils pouvaient jouer un rôle important. Un échantillonnage de projets ayant bénéficié du programme REE comprend une étude sur les besoins de technologie et de matériel requis pour accroître la production des champs pétrolifères au Kazakhstan, une autre sur la possibilité de participer à une entreprise conjointe de fabrication d'autoneiges en Sibérie occidentale, et une étude de faisabilité portant sur la construction d'un centre d'affaires et d'un complexe hôtelier à Kiev.

À mesure que s'ouvrent pour elles les vastes marchés de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est, largement inexploités, les entreprises du monde occidental voient croître le nombre et la variété de leurs possibilités d'échanges commerciaux et d'investissements. Avec l'aide du programme REE, les entreprises canadiennes qui savent faire preuve d'imagination ont déjà commencé à tirer profit de la nouvelle ferveur commerciale qui se répand dans cette région. ■

# APPRENDRE À GÉRER POUR FAIRE FACE AU CHANGEMENT

*Ce numéro traite du programme d'assistance technique du Groupe de travail en Pologne ainsi que des événements survenus récemment dans ce pays. Il fait partie d'une série d'articles sur les pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est.*

Sous le régime communiste, quiconque exécutait des plans économiques en Pologne obéissait vraiment aux ordres d'une bureaucratie centralisée. Aujourd'hui, des experts canadiens en gestion sont en train de montrer aux entrepreneurs polonais « en puissance » ce que « planifier » signifie dans un marché concurrentiel : savoir profiter des occasions qui se présentent.

« Essentiellement, nous devons changer leur façon de penser », de dire M. Raymond Chauvet, ex-vice-président d'Eduplus Management Group Inc. Cette société d'experts-conseils, installée à Ottawa, a présenté, pour le compte du Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est, un cours de quatre mois en gestion des affaires.

Vingt-quatre gestionnaires et cadres supérieurs polonais appartenant à des entreprises nouvellement privatisées ont terminé le cours qui comprenait des stages pratiques dans 102 entreprises canadiennes. « À la fin, nous étions tous sur la même longueur d'onde », a déclaré M. Chauvet.

## L'aide canadienne

C'était là un des quelque 50 projets d'assistance technique lancés en faveur de la Pologne depuis la création du Groupe de travail, il y a deux ans environ. On vise ainsi à aider ce pays et d'autres dans la région à réformer leur économie, à renforcer leur démocratie fragile et à favoriser là-bas les échanges commerciaux et les investissements du Canada. Le Groupe de travail est issu d'un programme de coopération établi en 1989, avec la Pologne et la Hongrie.

Le Canada a déjà mis sur pied en Pologne des projets d'assistance technique d'une valeur de 12 millions de dollars, et il a contribué de concert avec d'autres gouvernements, à des efforts internationaux spéciaux pour stabiliser l'économie du pays.

En outre, avec les recettes de l'aide alimentaire canadienne consentie à la Pologne, nous avons établi un Fonds canadien de contrepartie (FCC) de 8 millions de dollars pour améliorer l'économie rurale. Jusqu'ici, le FCC a contribué à de nombreux projets locaux (installer des lignes téléphoniques, fournir de l'eau propre, relier des maisons aux canalisations de gaz, etc.). Le FCC sert par ailleurs un fonds permanent local pour la réalisation de toute la gamme des projets menés par le Canada en Pologne.

## Un partenaire privilégié

Les revers subis sur le chemin de la réforme mettent en lumière le besoin du pays en assistance et en savoir-faire étrangers. Le rendement de l'industrie a chuté, le chômage, nouveau phénomène dans une société de l'après-communisme, augmente, et les tentatives de privatisation sont inégales. Malgré tout, il y a de l'espoir.

La clé, c'est le partenariat. Dans ses projets, le Groupe de travail trouve les compétences canadiennes particulières dont la Pologne a besoin dans des domaines tels que la formation des cadres, les télécommunications, l'agriculture et l'énergie. « Nous sommes à même d'agir rapidement et d'offrir une aide pratique directe », déclare M. Robert Lee, directeur du Programme pour la Pologne au sein du Groupe de travail. Un Canadien sur dix a des liens de parenté avec la région. Cette réalité ainsi que la trame multiculturelle de la population canadienne ont démontré de nouveau pourquoi on dit de notre pays qu'il est « sensible aux cultures étrangères ». Les Canadiens sont en effet mieux placés que quiconque pour offrir de l'aide.

## Mettre l'accent sur la main-d'oeuvre

En raison de ses ressources financières limitées, le Groupe de travail ne peut évidemment pas financer les immobilisations. Il peut cependant aider la Pologne à faire fond sur sa ressource principale, à savoir ses habitants. C'est pourquoi un certain nombre de projets de développement économique mettent l'accent sur la formation professionnelle et la gestion.

Un des tout premiers projets a été mené de concert avec le Service administratif canadien aux organismes (SACO), de Toronto, qui place des cadres et des dirigeants à la retraite comme experts-conseils au Canada et ailleurs. Plus de 70 bénévoles de tous les secteurs et de tous les coins du Canada ont ainsi passé entre un et trois mois en Pologne.

Selon M. Witek Gotowski, responsable de l'Europe au SACO, les Canadiens collaborent étroitement avec les sociétés du nouveau secteur privé polonais, afin de les rendre plus efficaces et d'améliorer la qualité de leurs produits.

De nombreux projets ont été couronnés de succès. Dans bien des cas, les bénévoles du SACO ont aidé des entreprises à se redresser, à accroître leur production tout en créant de nouveaux emplois.

M. William Waring, de Grand Bay (Nouveau-Brunswick), cadre supérieur retraité de Northern Telecom, a aidé Cyfral, entreprise de systèmes d'intercommunication et de sécurité à Lodz à accroître sa production de 50 p. 100. Il a enseigné aux jeunes propriétaires de la société comment appliquer un système de gestion de la fabrication qui favorise la productivité, améliore la qualité et aide à surveiller les stocks. L'entreprise a triplé ses ventes en 1991 et embauché 18 nouveaux employés, des femmes pour la plupart.

Dans le cadre d'un autre projet, un professeur canadien d'origine polonaise, M. Kris Stroinski, qui enseigne l'actuariat à l'Université Western Ontario, a reconnu que des actuaires devaient prêter main-forte aux compagnies d'assurance privées en train de se former en Pologne. Avec le soutien du Groupe de travail, M. Stroinski a organisé des cours d'été à l'Université de Varsovie pour former plus de

60 actuaires. Les mathématiques constituent une discipline forte en Pologne, de sorte que le pays dispose d'une excellente réserve de talents.

« Notre programme de formation facilite l'application de ces connaissances dans le développement d'une compétence professionnelle requise par la mise en place d'une économie de marché en Pologne », de dire M. Stroinski, qui a été nommé premier président de la nouvelle association des actuaires de Pologne.

## Vers l'avenir

Le Canada a parrainé des projets mettant l'accent sur les coopératives, l'environnement, la privatisation, le commerce et les investissements, les transports et les télécommunications.

Reconnaissant l'importance d'équilibrer la formation à court terme, qui répond à des besoins immédiats, et la formation à plus long terme, plus en profondeur et porteuse d'avenir, un groupe de 34 facultés canadiennes de gestion a également été mandaté pour élaborer un programme complet de formation en gestion et en affaires à l'École des sciences économiques de Varsovie.

L'assistance technique permet à la fois de développer la confiance et de créer des liens économiques entre les deux pays. Ayant participé à des projets du Groupe de travail, plusieurs entreprises canadiennes se sont bien placées pour profiter des possibilités de commerce et d'investissements en Pologne.

Par exemple, le projet d'Eduplus a abouti à la signature de six contrats avec des entreprises canadiennes qui fourniront des biens et des services. Cela comprend, entre autres, du matériel de forage du Manitoba, de la fibre de verre d'Ottawa, et six scieries mobiles fabriquées à Barrie (Ontario). ■

*Des experts canadiens en gestion sont en train de montrer aux entrepreneurs polonais ce que «planifier» signifie dans un marché concurrentiel : savoir profiter des occasions qui se présentent.*

# L'EXERCICE DE LA LIBERTÉ

Des Canadiens forment une nouvelle génération de professeurs de langue dans huit collèges du sud-est de la Pologne. Grâce à la démocratisation, les étudiants polonais seront désormais libres d'étudier l'anglais, le français ou l'allemand en tant que langues secondes, au lieu du russe.

Afin de former d'urgence 22 000 nouveaux professeurs de langue, la Pologne s'est tournée vers le Canada et d'autres pays, dont les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne. Comme le Canada est le seul à pouvoir fournir des professeurs compétents d'anglais et de français.

Grâce au soutien du Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est, 45 professeurs canadiens iront enseigner en Pologne au cours des trois prochaines années, et ils dispenseront aussi une formation avancée au Canada à quelques enseignants et étudiants polonais.

C'est là un des nombreux projets par lesquels le Groupe de travail exécute son mandat : favoriser la démocratie. Cette initiative est parrainée par « Solidarité Europe de l'Est », organisme montréalais à but non lucratif. « Je travaille dans le domaine international depuis 25 ans, de dire le directeur Louis Gibeau, et la réception que les Polonais ont réservée au projet compte parmi les plus prometteuses dont j'aie été témoin. »

Les professeurs sont âgés de 28 à 65 ans et représentent toutes les régions du Canada. « Ce qui caractérise ces personnes, ce sont leurs valeurs, affirme M. Gibeau. Ils veulent vraiment vivre l'aventure et ils ont à coeur de changer le cours des choses. »

Quand le projet prendra fin en 1994, les enseignants canadiens auront formé plus de 900 professeurs polonais.

## Les soins de santé

La société torontoise Resources Management Consultants (RMC) conseille le ministère de la Santé et du Bien-être social de la Pologne sur la façon de remettre en état son régime de prestation des soins de santé. « Tous veulent rapidement améliorer les services sociaux, de dire le président de RMC, M. Walter Kudryk. Il s'agit donc de trouver l'équilibre entre ces attentes et les ressources limitées dont on dispose. » Outre qu'il leur faut décentraliser le régime des soins de santé, les Polonais doivent se doter d'un régime national d'assurance-maladie. Ils sont « favorablement impressionnés » par le régime canadien d'assurance médicale, qui comporte des programmes des secteurs privé et public.

« Nous ne faisons pas de sermon, de préciser M. Kudryk. Nous discutons des questions, mais les Polonais doivent eux-mêmes choisir ce qui convient le mieux à leur pays. » La Pologne s'apprête à négocier un prêt de 195 millions de dollars avec la Banque mondiale, pour son secteur des soins de santé. La société RMC espère qu'à la faveur des liens étroits qu'elle entretient avec les hauts fonctionnaires du ministère, des entreprises canadiennes assurant des services de santé auront de meilleures occasions de partager leur savoir-faire avec la Pologne.

## Protéger les droits fondamentaux

Le Groupe de travail a surveillé la réalisation de plusieurs projets en Pologne, lesquels ont été couronnés de succès. Au mois d'août dernier, M. J.P. Kingsley, directeur général d'Élections Canada, a conseillé des fonctionnaires polonais sur la réforme électorale. L'Association du Barreau canadien a parrainé des stages de trois mois pour 27 avocats de Pologne et d'autres pays de l'Europe de l'Est. Bon nombre des cabinets et des institutions juridiques participant au projet ont fourni aux stagiaires des mentors juristes parlant leur langue. Le Congrès du travail du Canada a aidé les travailleurs polonais à améliorer les normes de sécurité et de santé au travail, ainsi que les droits de la femme en milieu de travail. ■

*«Ils veulent  
vraiment vivre  
l'aventure et ils  
ont à coeur de  
changer le cours  
des choses.»*

*-Louis Gibeau*



Il est sans doute trop tôt pour mesurer les répercussions sur la Pologne de tous les projets d'aide technique du Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est, mais ce n'est pas le cas dans le secteur de l'agriculture. Un projet canadien de formation de 106 vétérinaires, producteurs laitiers et spécialistes agricoles polonais est en train de produire des résultats immédiats.

Dans le sud-ouest de la Pologne, près de Katowice, Bernadeta Mlynczak aide sa famille à augmenter, voire doubler son cheptel laitier, et à en améliorer la qualité. Tandis que les fermes voisines répondent au surplus de lait en réduisant leurs opérations, les Mlynczak seront en bonne place pour profiter de prix plus élevés et d'une demande de produits laitiers de meilleure qualité à l'avenir. Ce qu'elle a appris au Canada aidera Bernadeta Mlynczak à réaliser son rêve.

## La théorie mise en pratique

L'été passé, Bernadeta Mlynczak a participé avec 19 autres jeunes Polonais à un cours de gestion de ferme laitière, à l'École internationale de gestion du bétail (ILMS), à Kemptville (Ontario). Aujourd'hui, son exploitation profite de ce qu'elle a appris sur la génétique, l'insémination artificielle et la production du lait. Deux participants à d'autres cours de l'ILMS, soit un vétérinaire et un spécialiste agricole, l'aident et la conseillent dans l'élevage d'un troupeau laitier sain et productif. Ensemble, ils enseignent à d'autres agriculteurs à mieux prendre soin de leur cheptel, et à gérer leur exploitation plus efficacement.

## Une industrie viable

Les petites exploitations familiales représentent la base de l'agriculture polonaise. En augmentant leur efficacité, ces fermes demeureront viables même si les subventions sont interrompues. Toujours en Pologne, un autre vétérinaire formé par l'ILMS aide

une coopérative agricole à organiser sa propre laiterie. Pour un pays où le lait se conserve en moyenne moins d'un jour avant d'être vendu, l'objectif est d'augmenter la qualité et la sûreté des produits laitiers en contrôlant tous les aspects de la production.

*Les projets agricoles du Groupe de travail sont conçus pour améliorer la chaîne de production alimentaire, depuis le champ de l'agriculteur jusqu'à la table du consommateur.*

Les projets agricoles du Groupe de travail sont conçus pour améliorer la chaîne de production alimentaire, depuis le champ de l'agriculteur jusqu'à la table du consommateur. Les projets, qui sont pratiques et visent des résultats concrets, apportent au secteur agricole polonais les connaissances et les compétences indispensables pour faire face à la concurrence dans une économie de marché.

Les Canadiens collaborent, par exemple, avec l'un des principaux instituts polonais de l'agriculture, à Skierniewice, au sud-ouest de Varsovie, pour accroître la capacité de transformation des fruits et du jus, et ainsi augmenter les exportations. Des experts polonais ont visité le Canada pour mieux s'informer sur le contrôle de la qualité, la commercialisation et l'emballage. Et,

dans le courant de l'année, des représentants de l'industrie fruitière canadienne ont l'intention d'effectuer une mission commerciale en Pologne pour étudier les possibilités de commerce et d'investissement.

Dans d'autres secteurs agricoles, des projets ont permis d'assurer la formation de gestionnaires polonais dans le contrôle des maladies de la volaille et du bétail. À leur tour, les participants partageront leurs connaissances avec d'autres cadres agricoles polonais, en vue d'un commerce futur d'animaux entre le Canada et la Pologne. L'établissement d'une entreprise conjointe pour l'insémination artificielle du bétail, et le développement de programmes de formation dans l'industrie du canola, progressent également. ■

# UNE COALITION HISTORIQUE

Le Canada a joué un rôle de premier plan lorsque 27 pays se sont réunis à Washington, en janvier 1992, pour former une coalition historique, afin de coordonner l'aide aux pays de l'ancienne Union soviétique.

## Le Canada à la tête du Groupe sur l'alimentation

La secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M<sup>me</sup> Barbara McDougall, a partagé la présidence du Groupe de travail sur l'aide alimentaire, l'un des éléments clés de la Conférence. « Rien n'est plus urgent que de garantir un approvisionnement alimentaire adéquat, a annoncé M<sup>me</sup> McDougall à la Conférence. La stabilité (des pays de l'ancienne Union soviétique) pourrait très bien dépendre de la condition suivante : les gens ont-ils assez à manger ou non ? »

Afin d'établir un plan d'action global, M<sup>me</sup> McDougall a indiqué qu'il fallait immédiatement prendre des mesures pour s'assurer que tous les dons et crédits alimentaires offerts à l'ancienne Union soviétique soient utilisés. Elle a également souligné le rôle clé que pourrait jouer l'assistance technique dans la consolidation et la modernisation du secteur agricole.

L'aide alimentaire fournie par le Canada aux pays de l'ancienne Union soviétique dépasse proportionnellement celle des autres pays occidentaux. Une ligne de crédit de 1,7 milliard de dollars offerte à la Russie par la Commission canadienne du blé a été dépensée, et le grain acheminé. Il existe également une ligne de crédit de 150 millions de dollars pour l'achat d'aliments autres que le blé, consentie par la Société pour l'expansion des exportations. Ces lignes de crédit et certaines autres qui couvrent également l'Ukraine et les trois États baltes, ont joué un rôle important en aidant la région à surmonter un hiver rigoureux.

Mais les lignes de crédit ne peuvent résoudre tous les problèmes. Les participants à la Conférence s'accordaient pour dire que la solution à long terme la plus efficace contre les pénuries alimentaires consiste à augmenter la capacité agricole de l'ancienne Union soviétique. Voilà pourquoi le Canada a lancé un programme d'assistance technique à long terme dans le secteur agricole. Le

Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est finance, par exemple, des cours de formation en gestion laitière et en technologie de la génétique, pour des agriculteurs et des agents de vulgarisation agricole de Russie, d'Ukraine, d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie. En Ukraine, un projet de développement d'un programme d'études en gestion agricole et en culture fruitière est en cours, dans deux instituts agricoles postsecondaires.

## La crise de l'énergie

La crise du secteur de l'énergie a reçu beaucoup d'attention. La Russie, l'Ukraine et le Kazakhstan ont des besoins massifs d'aide technique et d'investissements pour faire repartir leur production de pétrole et de gaz, source cruciale de devises étrangères.

Grâce aux efforts de sociétés canadiennes du secteur de l'énergie, comme Gulf Canada Resources, PanCanadian et Canadian Fracmaster Ltd., le Canada est déjà bien présent dans la région. Leurs entreprises conjointes dans l'Arctique russe et l'Ouest sibérien bénéficient de l'appui du Groupe de travail, et permettent le transfert de technologies spécialisées pour l'exploration, la récupération secondaire et la transformation de l'énergie. L'appui sous forme de projets se traduit par des programmes de formation pour les opérateurs de têtes de puits, jusqu'aux services complémentaires de renseignements et de missions commerciales, à l'intention des sociétés canadiennes qui veulent investir dans la région.

Le Canada fait partie des pays chargés de donner suite aux décisions prises à la Conférence dans le secteur de l'énergie. À ce titre, il s'occupe aussi activement de la restauration de gisements pétrolifères, de la modernisation des oléoducs, ainsi que de la révision et du développement de propositions pour établir un mécanisme législatif et régulateur. Des représentants canadiens ont également participé récemment à des missions de l'Agence internationale de l'énergie centrées sur l'amélioration de la gestion des gisements pétrolifères, la récupération secondaire, et les techniques de forage.

*L'aide alimentaire  
fournie par le Canada  
aux pays de  
l'ancienne Union  
soviétique dépasse  
proportionnellement  
celle des autres pays  
occidentaux.*

## L'aide dans le secteur médical

L'importance de la priorité à accorder aux besoins médicaux était un autre point d'entente à la Conférence. Peu après la fin de la Conférence, le ministère de la Défense nationale du Canada a acheminé par avion, dans la région, des médicaments et des fournitures médicales d'une valeur de 8 millions de dollars. Cette opération de secours a été coordonnée par la Croix-Rouge canadienne.

Certains participants à la Conférence ont proposé d'établir des associations entre hôpitaux pour améliorer les conditions et la formation dans les centres hospitaliers. Le Canada a contribué 750 000 dollars à l'un de ces projets, à l'Hôpital N° 1 pour enfants, à Kiev (Ukraine), qui compte 600 lits. Les départements de pédiatrie de l'Université d'Alberta à Edmonton, et de l'Université de Georgetown à Washington (D.C.) coopèrent dans le traitement des enfants qui ont été atteints lors de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, ainsi que dans

la formation des médecins. Le directeur de projet pour le Canada, le docteur Ernest McCoy, indique qu'environ 100 médecins venus de tout le Canada participeront à la création d'un centre de pédiatrie modèle.

## La Conférence de Lisbonne

La Conférence de Washington était cruciale pour déterminer les priorités, pousser les pays donateurs à l'action, et faire sortir les nouvelles nations de l'ancienne Union soviétique d'une situation critique : leur premier hiver d'indépendance. Il est clair que la contribution la plus durable sera le transfert de compétences dans les domaines de l'économie de marché et de la démocratie. Cependant, les secteurs prioritaires de l'alimentation et de l'agriculture, de l'énergie, de la santé et du logement progressent déjà de façon prometteuse. ■

## CONFÉRENCE DE LISBONNE

Une nouvelle alliance économique à long terme a été créée en mai lorsque les représentants des États issus de l'ancienne Union soviétique ont rencontré ceux de plus de 60 pays, dont le Canada, à Lisbonne.

Cette réunion visait à examiner le programme d'aide lancé par une coalition de gouvernements et d'organisations internationales à Washington en janvier dernier, et à établir des plans pour l'avenir.

Les délégués ont convenu que les mesures concertées prises par la communauté internationale pour encourager la stabilité ont donné de bons résultats jusqu'ici. Les envois d'urgence d'aliments et de médicaments ont aidé la population de l'ancienne Union soviétique à traverser un hiver incertain.

«Le prochain défi consistera à répondre au besoin urgent d'une aide à long terme, a dit M<sup>me</sup> Barbara McDougall, secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada et coprésidente du Groupe de travail de la Conférence sur l'aide alimentaire.»

Dans un discours prononcé à la conférence, le Ministre a déclaré que les efforts concertés pour fournir une aide constante doivent être accompagnés de réformes en Russie, en Ukraine

et au Kazakhstan. Elle a demandé que les nouveaux arrangements pour la coordination internationale suivent le modèle de la Banque mondiale.

Les participants à la conférence ont applaudi aux décisions de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international d'accepter les anciens États soviétiques comme membres et de jouer un rôle de premier plan dans le passage à l'économie de marché. En outre, un fonds international de stabilisation des devises sera créé pour faciliter les efforts visant la convertibilité du rouble.

La sécurité nucléaire dans la région est une des questions qui préoccupaient le plus les délégués. M<sup>me</sup> McDougall a rappelé que le Canada appuie fermement les mesures de sauvegarde et s'engage à mettre à la disposition des pays de l'ancienne Union soviétique son savoir-faire considérable en matière nucléaire.

Les délégués ont convenu que l'assistance technique devrait être le principal élément de l'aide qui sera fournie à l'avenir, en particulier dans les domaines de l'agriculture, de la santé, du logement et de l'énergie.

La prochaine réunion doit avoir lieu au Japon cet automne. ■

# LE CANADA ET LA RUSSIE : UNE ÈRE ET DES RELATIONS NOUVELLES

Le premier ministre du Canada, M. Brian Mulroney, et le président de la Russie, M. Boris Eltsine, ont signé une déclaration d'amitié et de coopération lors d'une cérémonie sur la colline du Parlement, le 1<sup>er</sup> février 1992. Elle comportait trois objectifs : souligner l'importance des engagements envers le désarmement et le contrôle des armements, créer un climat favorable aux investissements, et protéger l'environnement dans l'Arctique.

Les deux dirigeants ont également signé un nouvel accord engageant la Russie à acheter 25 millions de tonnes de grain canadien dans les 5 prochaines années. Et en réponse à une demande urgente d'aide économique, le Canada a consenti une nouvelle ligne de crédit de 100 millions de dollars à la Russie, pour l'achat de produits et de services canadiens.

Un certain nombre de nouveaux projets ont également été dévoilés, projets administrés par le Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est, dans le cadre de son programme courant d'assistance technique à la Russie. Ces projets, conçus pour encourager les réformes économiques et démocratiques, mettent l'accent sur la formation pratique et le transfert de compétences; ils complètent les activités du secteur privé canadien en Russie, en particulier dans le secteur de l'énergie.

## Compétences dans le secteur de l'énergie

Étant donné l'expérience du Canada dans les conditions de grand froid, et dans l'exploration au-delà des zones de peuplement, le président Eltsine a demandé une aide spéciale pour accélérer la reprise dans le secteur vaste, mais improductif, des gisements de pétrole et de gaz. Un certain nombre de projets sont en cours.

Le Service de formation de l'industrie du pétrole (PITS), de Calgary, a lancé un programme ambitieux de 1,6 million de dollars pour la formation de plus de

700 ouvriers des puits pétroliers et cadres supérieurs. Ils seront employés par les entreprises conjointes dirigées par Gulf Canada Resources et PanCanadian en Sibérie. L'objectif est d'accroître l'efficacité et la sécurité, et de minimiser les retombées sur l'environnement. Le porte-parole de PITS, M. Wayne Wetmore, affirme que les programmes de formation rendront l'industrie russe du gaz et du pétrole plus concurrentielle sur le plan international.

*Le Service de formation de l'industrie du pétrole, de Calgary, a lancé un programme ambitieux de 1,6 million de dollars pour la formation de plus de 700 ouvriers des puits pétroliers et cadres supérieurs.*

Axé sur un autre aspect de l'industrie, le Conseil commercial Canada - Russie, avec l'aide du Groupe de travail, a ouvert un bureau à Calgary pour y organiser des ateliers et des missions commerciales à l'intention de sociétés de gaz et de pétrole canadiennes qui s'intéressent aux débouchés en Russie et au Kazakhstan. D'autres projets sont en préparation : une aide pour l'établissement d'un mécanisme législatif et régulateur dans le secteur russe du gaz et du pétrole, et un programme de

l'Association des collèges communautaires du Canada, pour l'amélioration des programmes postsecondaires russes préparant à l'entrée dans le secteur de l'énergie.

## De la défense à la démocratie

La reconversion des industries de la défense est une autre priorité de la Russie. Mais, pour reconvertir son immense industrie de défense à des fins civiles, le pays a besoin d'assistance technique, d'investissements et de technologie des nations occidentales. Le Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement, et le Conseil commercial Canada - Russie viennent de terminer l'évaluation de diverses industries de défense russes et ukrainiennes. Ils sont actuellement en train d'établir des partenariats entre les sociétés canadiennes désireuses de participer et d'éventuels partenaires russes, pour former des entreprises conjointes de reconversion de l'industrie de la défense. Ils cherchent également comment le Canada pourrait offrir des conseils juridiques et financiers pour faciliter la transition.

Les projets de démocratisation constituent également une part importante du programme d'assistance technique du Canada en Russie. Cinq parlementaires

russes, ainsi que d'autres représentants élus d'Europe centrale et d'Europe de l'Est, viennent de terminer un colloque de 10 jours sur les rouages du gouvernement, à l'initiative des parlements du Canada, de l'Ontario et du Québec.

Visant les dirigeants de l'avenir, la faculté d'éducation de l'Université Western Ontario participe à la création d'un manuel d'éducation civique, pour les élèves des écoles secondaires russes. Une équipe canado-russe prépare une étude comparative sur la démocratie politique et sociale, et les droits de la personne, qui fera partie du programme de la division scolaire de Moscou à l'automne 1993.

L'Université Western Ontario a également envoyé, au printemps, 50 étudiants de son programme de commerce du 2<sup>e</sup> cycle, en Russie, en Biélorussie, en Ukraine, en Lituanie, et en Lettonie, pour qu'ils enseignent les principes de base à plus de 500 étudiants et cadres. Ce projet fait suite au projet étudiant très réussi de l'année passée. Si les avantages du transfert des techniques commerciales sont évidents, les jeunes instructeurs ont eux aussi à gagner, selon le directeur du projet, M. Joseph Kairys. « Il y a des avantages tangibles pour les jeunes Canadiens à établir des liens avec d'éventuels partenaires commerciaux, » a-t-il déclaré.

## Faire des affaires en Russie

Dans le cadre de son programme Renaissance Europe de l'Est (REE), le Groupe de travail offre, aux sociétés cherchant à s'implanter dans la région, une somme équivalant à leur propre investissement. Ainsi, une société de Downsview (Ontario) a reçu des fonds pour former des ouvriers, dans le cadre d'une entreprise conjointe de construction à Saint-Petersbourg. Bell Canada International effectue une étude de faisabilité pour moderniser le système de télécommunications dans la région de Moscou. Enfin, des études préliminaires, financées en partie par le programme REE, ont amené une compagnie de Victoria, en Colombie-Britannique, à former une entreprise conjointe avec des responsables de l'industrie de la pêche russes, pour produire des bouteilles d'échantillonnage des déchets. On s'attend à ce que ces projets, et bien d'autres, augmentent les possibilités d'investissements et d'échanges commerciaux du Canada en Russie. ■

# L'UKRAINE : L'ÉMERGENCE D'UN NOUVEAU PAYS

Le Canada a été le premier pays occidental à reconnaître l'indépendance de l'Ukraine en décembre dernier, et il a aussi été le premier à soutenir le pays dans ses efforts pour faire la transition à une économie de marché et pour établir ses institutions démocratiques.

*Pour reconvertir son immense industrie de défense à des fins civiles, le pays a besoin d'assistance technique, d'investissements et de technologie des nations occidentales.*

Au cours d'une visite qu'elle faisait en Ukraine en septembre dernier, la secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M<sup>me</sup> Barbara McDougall, a annoncé la création par le Canada d'un programme d'assistance technique de 5 millions de dollars. Elle a également offert à l'Ukraine des crédits commerciaux d'une valeur de 50 millions de dollars. L'Ukraine ayant récemment accédé à l'indépendance, l'intérêt des entreprises canadiennes a déjà centuplé, aux dires de M. Andrij Hluchowewy, directeur du Bureau d'information du Ukrainian Canadian Congress, à Ottawa.

## Soutenir la réforme

Le Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est, créé par Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada, appuie divers projets dans les secteurs clés que sont l'agriculture, l'éducation, la formation des gestionnaires, le fonctionnement de l'appareil gouvernemental et la santé.

Ainsi, l'Ukrainian Resource and Development Centre, au Collège Grant MacEwan d'Edmonton, dirige un groupe de cinq universités et collèges canadiens dans le cadre d'un projet novateur de formation et d'élaboration d'un programme d'études en agriculture. Des professeurs de deux collèges ukrainiens apprennent comment établir un programme d'études qui permettra de faire face aux exigences d'un marché concurrentiel, et ce, dans toute une gamme de domaines, y compris la gestion des exploitations agricoles, la production fruitière et la mise en marché.

Dans la même veine, l'École internationale de gestion du bétail, à Kemptville (Ontario), offre au Canada et en Ukraine des cours spécialisés aux exploitants de ferme laitière dans des domaines tels que la gestion des troupeaux, incluant l'utilisation de la technologie, et aux vétérinaires, des cours sur la reproduction et la prévention des maladies. De cette manière, environ

450 Ukrainiens auront reçu une formation dont ils ont grand besoin, d'ici la fin du projet de 15 mois en septembre 1992.

La Fédération canadienne-ukrainienne des professions libérales et commerciales, qui comprend 25 000 membres au pays, enverra six conseillers supérieurs auprès du gouvernement ukrainien pour l'aider à mettre sur pied une infrastructure pour l'appareil gouvernemental. M. Jaroslav Kinach, de la Fédération, précise que ce groupe de Canadiens offrira des compétences dans divers domaines, dont la macro-économie, la conversion de l'industrie de défense à la production civile, l'agriculture, la santé, la réforme de l'appareil juridique et les institutions financières. La Canadian Cooperatives Association collabore également avec les Ukrainiens pour les aider à mettre sur pied des caisses populaires.

### Sur les ondes...

Beaucoup de Canadiens participant au programme d'assistance technique du Canada parlent l'ukrainien. Or, il existe un projet en particulier grâce auquel on espère améliorer la capacité des Ukrainiens de converser en anglais et de comprendre cette langue. Le projet vise à perfectionner les connaissances linguistiques des Ukrainiens qui transigent désormais dans les milieux politiques et économiques internationaux.

Le directeur général de Radio Canada International à Montréal, M. Terry Hargreaves, dit que la série de 40 leçons d'une demi-heure permettra d'enseigner l'anglais « sous un jour canadien » : non seulement les auditeurs du réseau radiophonique ukrainien Prominy apprendront une langue, mais ils entendront aussi de l'information sur les régimes politiques, économiques et sociaux du Canada.

### Les victimes de Tchernobyl

Le Groupe de travail a combiné des projets d'assistance technique dans le domaine de la santé à un programme canadien spécial d'aide humanitaire

*Le Canada a été le premier pays occidental à reconnaître l'indépendance de l'Ukraine, et il a aussi été le premier à soutenir le pays dans ses efforts pour faire la transition à une économie de marché et pour établir ses institutions démocratiques.*

à l'Ukraine, dont la valeur atteint 1,5 million de dollars. Les résultats donnent un nouvel espoir à certaines des plus jeunes victimes du désastre nucléaire de Tchernobyl.

Dans un hôpital pédiatrique de Kiev, l'Université de l'Alberta, en coopération avec l'Université Georgetown de Washington, dirige un projet médical international appelé « Les enfants de Tchernobyl ». Des médecins et des techniciens de laboratoire canadiens fournissent sur place des services médicaux, tout en menant des programmes de formation à l'intention des médecins ukrainiens à Kiev et au Canada. Pour donner encore plus de poids à cet effort, le ministère canadien de la Défense nationale a acheminé par avion jusqu'en Ukraine un approvisionnement d'un an en fournitures médicales et en médicaments de base; la Croix-Rouge canadienne en a coordonné les opérations. ■

## LES ENFANTS DE TCHERNOBYL

Installer à Kiev un hôpital modèle pour enfants et y fournir des soins pédiatriques complets et une formation médicale, tel est l'ambitieux objectif d'un projet canado-américain appelé « Les enfants de Tchernobyl ».

« C'est un travail d'envergure, mais il est absolument essentiel de l'accomplir, de déclarer le docteur Ernest McCoy, directeur du projet pour le Canada. Environ 25 000 enfants ont été touchés par le désastre nucléaire de Tchernobyl en 1986. La qualité des soins qu'ils reçoivent est carrément insuffisante. »

Le projet, dirigé par l'Université de l'Alberta, à Edmonton, et l'Université Georgetown de Washington, a été lancé il y a huit mois pour faire suite à un projet antérieur de recherche et de traitement médicaux mis sur pied par Greenpeace International à la demande du gouvernement ukrainien.

Pour mettre au point le projet actuel, le docteur McCoy a exploité à fond l'expérience qu'il avait

# L'INDÉPENDANCE RECONQUISE

Un projet agricole triennal de 2,7 millions de dollars compte parmi plusieurs initiatives canadiennes en cours de réalisation en Lituanie, en Lettonie et en Estonie, dans le cadre des programmes d'assistance technique menés par le Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est dans la région de la Baltique.

À l'École internationale de gestion du bétail, installée à Kemptonville (Ontario), on enseigne à 100 exploitants de fermes laitières et vétérinaires baltes toute une gamme de matières, depuis les toutes dernières technologies d'insémination artificielle jusqu'à la prévention des maladies et la nutrition. D'ici 1994, 1 200 stagiaires auront modernisé leurs connaissances sur la production laitière, dans l'espoir de devenir plus concurrentiels sur le marché.

## L'aide canadienne, au tout premier plan

Le 26 août 1991, le Canada est devenu le premier pays du G-7 à reconnaître l'indépendance de la

Lituanie, de la Lettonie et de l'Estonie. Agissant rapidement afin de fournir à ces pays un soutien concret pour opérer la transition économique et démocratique, le ministre du Commerce extérieur, M. Michael Wilson, a annoncé, au cours d'une visite dans la région moins d'une semaine plus tard, un programme d'assistance technique et l'établissement d'une ligne de crédit de 10 millions de dollars pour chacun des nouveaux États indépendants.

La Division des nouvelles entreprises commerciales, chez Hydro-Ontario, a déjà répondu à l'appel avec une série de projets dont l'objet est de former les cadres supérieurs des compagnies baltes de services d'utilité publique, en leur apprenant comment élaborer des politiques d'entreprise, fixer des tarifs et gérer les relations ouvrières-patronales.

Certaines entreprises canadiennes concentrent leurs efforts sur un seul pays balte. La société torontoise Desktop Publishing Training Centre Inc. travaille

acquise directement comme directeur médical du projet antérieur de Greenpeace. Il offre maintenant son temps bénévolement pour diriger « Les enfants de Tchernobyl ».

Avec le soutien du Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est, les pédiatres et les techniciens de laboratoire canadiens fournissent à la fois des traitements sur place aux victimes de Tchernobyl et des programmes de formation spécialisée à leurs collègues ukrainiens, à l'Hôpital N° 1 pour enfants à Kiev, un centre de 600 lits qui traite 50 000 enfants chaque année.

Le docteur McCoy et le pédiatre résident principal chargé du projet, le docteur Clare Moisey, de Smithers (Colombie-Britannique), sont d'accord pour dire que la clé du problème, c'est la formation professionnelle. Selon le docteur Moisey : « Il ne suffit pas d'assurer des traitements à court terme. La qualité des soins médicaux en Ukraine accuse des décennies de retard par rapport à ce que l'on observe au Canada. Il faut former les meilleurs pédiatres ukrainiens qui soient pour créer un noyau de médecins hautement compétents. Ils se chargeront à leur tour de moderniser l'enseignement médical partout dans leur pays. C'est la seule façon d'opérer à long terme des changements concrets. »

C'est pourquoi de 8 à 10 pédiatres comptant parmi les meilleurs participants aux programmes de formation à Kiev viendront recevoir un enseignement supérieur dans divers centres médicaux canadiens.

Afin de soutenir l'effort déployé à l'Hôpital N° 1 pour enfants, à Tchernobyl, le Canada a envoyé un approvisionnement d'un an en médicaments et en fournitures médicales; ces articles font cruellement défaut, et notre pays les y a dépêchés dans le cadre de son programme d'aide humanitaire à l'Ukraine, dont le budget atteint 1,5 million de dollars. Les expéditions ont été acheminées à Kiev par avion au début de 1992.

Le docteur Moisey est à la fois enthousiaste et réaliste, face aux défis qui l'attendent à Kiev. Il cite deux atouts précieux, à savoir l'expérience acquise pendant un an à la faveur du projet de Greenpeace et le fait qu'il parle couramment l'ukrainien. Il rappelle également avec fierté que les deux côtés de sa famille, issus de la première vague d'immigrants ukrainiens, célèbrent en 1992 le centenaire de leur arrivée en terre canadienne. « En ma qualité de Canadien d'origine ukrainienne, conclut le docteur Moisey, j'ai l'occasion unique et le devoir de contribuer à un projet qui influera sur le cours des choses pendant de nombreuses années à venir. » ■

avec le ministère letton de l'Éducation pour créer des programmes de formation en informatique à l'intention du personnel enseignant du pays. Le directeur exécutif, M. Bob Logan, se dit enthousiasmé de pouvoir contribuer ainsi au développement d'un nouvel État.

D'autres entreprises, comme Arbokem Inc. de Vancouver, première société canadienne à profiter, dans la région balte, du programme du Groupe de travail, appelé Renaissance Europe de l'Est (REE), est en train de mettre sur pied une petite usine « écologique » de pâte de lin en Lettonie. Le programme REE encourage les entreprises canadiennes à faire des échanges commerciaux et des investissements, en partageant avec elles certains frais afférents au lancement des affaires.

En coopération avec le Service administratif canadien aux organismes, l'Association des banquiers canadiens enverra des équipes d'experts financiers en Lituanie au cours des deux prochaines années pour aider la nouvelle Vilnius Bank à établir un service à la

**À l'École  
internationale de  
gestion du bétail,  
installée à Kemptville  
(Ontario), on enseigne  
à 100 exploitants de  
fermes laitières et  
vétérinaires baltes  
toute une gamme de  
matières, depuis les  
toutes dernières  
technologies  
d'insémination  
artificielle jusqu'à la  
prévention des  
maladies et la  
nutrition.**

clientèle basé sur le modèle canadien sur l'ensemble du territoire.

De concert avec le gouvernement de l'Ontario, le Groupe de travail soutient aussi le développement de la démocratie en Lituanie en affectant un conseiller canadien au Cabinet du premier ministre. De même, le ministre estonien des Affaires étrangères profite des compétences de cinq spécialistes canadiens de l'élaboration et de la mise en oeuvre des politiques.

## Une présence forte

Maintenant que des bureaux canadiens sont ouverts dans chacune des trois républiques baltes, le Canada a établi une forte présence dans la région. Il sera donc mieux en mesure de donner son appui à des initiatives spéciales telles que l'envoi par avion dans les pays baltes, en mars 1992, de fournitures médicales qui y faisaient cruellement défaut, d'une valeur de 1 million de dollars. La Croix-Rouge canadienne a coordonné les efforts du Canada, dans le cadre d'une campagne internationale d'aide d'urgence. ■



## ÉVÉNEMENTS ET VISITES

Le président du Kirghizistan, M. Askar Akayev, est venu à Ottawa en février afin d'établir des liens diplomatiques officiels avec le Canada. Lors de sa visite, M. Akayev a rencontré la secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada, l'honorable Barbara McDougall, et le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur, l'honorable Michael Wilson, pour discuter des futures relations politiques et économiques entre les deux pays.

La Chambre de commerce Canada-Tchécoslovaquie, le Conseil d'affaires tchèque et slovaque du Québec, et le Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est ont parrainé des colloques sur les investissements, à Toronto et à Montréal, à l'intention des entrepreneurs canadiens qui s'intéressent à la République fédérative tchèque et slovaque. Parmi les participants se trouvaient plusieurs personnalités du monde des affaires tchèques et slovaques, ainsi que les ministres fédéraux du commerce extérieur et de l'économie.

En avril, le ministre russe de l'Économie, M. Andrei Nechayev, a rencontré d'importants entrepreneurs canadiens, ainsi que des ministres fédéraux et provinciaux, dont M. Michael Wilson, afin de discuter des moyens d'accroître les échanges commerciaux et les investissements en Russie. Pendant les quatre jours qu'il a passés à Montréal, Toronto et Ottawa, M. Nechayev a signé des protocoles pour une ligne de crédit de 100 millions de dollars, consentie par la Société pour l'expansion des exportations, destinée à l'achat de biens d'équipement et de services, et pour réactiver un crédit de 62 millions de dollars couvrant les produits alimentaires autres que le blé. Il en a également profité pour s'adresser à l'assemblée générale annuelle du Conseil commercial Canada-Russie.

Du 4 au 10 mai, les bureaux des présidents de la Chambre des communes et du Sénat ont reçu 39 parlementaires venus de 9 pays de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est, et leur ont

présenté un colloque d'une semaine sur le système de gouvernement canadien. Le programme a vu la participation de ministres et de parlementaires canadiens, de cadres supérieurs de la fonction publique, et de dirigeants d'importantes institutions canadiennes, comme la Commission canadienne des droits de la personne. Le séjour à Ottawa a été suivi d'un programme d'activités de trois jours pour lequel les parlementaires européens se sont rendus aux assemblées législatives provinciales de l'Ontario ou du Québec.

Le Centre d'études internationales de l'Université de Toronto et le Programme international des affaires et de droit commercial ont organisé une conférence sur le fédéralisme et l'État-nation, du 4 au 6 juin. Avec la participation de politiciens de premier plan, d'universitaires et d'analystes, la conférence a examiné le rôle du fédéralisme à l'heure où les structures politiques globales sont en pleine évolution, en se penchant en particulier sur les pays de l'Europe centrale, de l'Europe de l'Est et de l'ancienne Union soviétique.

Le ministre canadien de l'Énergie, des Mines et des Ressources, M. Jake Epp, s'est rendu en Russie et en Ukraine du 20 au 29 mai. Parmi d'autres activités en Ukraine, le ministre a visité Tchernobyl où il a annoncé le lancement d'un projet conjoint du Groupe de travail, de l'Énergie atomique du Canada Ltée, et de l'Institut national du cancer, pour mettre sur pied un registre informatisé sur le cancer. Accompagné de représentants de 25 sociétés canadiennes, le ministre a également fait la promotion de l'industrie canadienne du gaz et du pétrole lors d'une foire commerciale internationale à Moscou. Il a également dévoilé deux projets financés en partie par le Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est : le premier sur la réglementation du secteur de l'énergie, et l'autre sur le développement d'une politique des ressources. Ces projets profitent des compétences en matière d'énergie du secteur privé en Alberta, du ministère de l'Énergie de l'Alberta, de l'Office national de l'énergie, et des Affaires indiennes et du Nord Canada. ■

## PROJETS PAR PAYS

Les changements survenus en Europe centrale et en Europe de l'Est au cours des trois dernières années ont eu un rythme étourdissant : ces pays sont passés des doctrines enracinées, aux élections démocratiques; des économies dirigées et centralisées, au contrôle chaotique des lois du marché; des États satellites, à l'autonomie.

Durant ce processus, le programme d'assistance technique du Canada, administré par le Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est, a joué un rôle constant pour encourager les réformes économiques et démocratiques. Ces nations se sont développées et ont atteint une certaine maturité, tout comme l'ont fait les programmes du Groupe de travail dans chacun des pays; ils ont pris de l'ampleur et évolué pour répondre aux besoins variables et aux priorités retenues par les gouvernements bénéficiaires. Voici un résumé des récentes activités dans la région.

### La République fédérative tchèque et slovaque

La technologie canadienne de télédétection, à la pointe de la technologie mondiale, aidera bientôt la République fédérative tchèque et slovaque (RFTS) dans l'exploitation de ses ressources naturelles et la protection de son environnement.

La télédétection, qui consiste à recueillir des données à bord d'avions ou de satellites, fournit des renseignements utiles et détaillés, et ce rapidement et à peu de frais. Le Groupe de travail innove, dans un projet où le Centre canadien de télédétection (CCT) met sur pied un système de renseignements géographiques et de télédétection, au Centre tchèque d'aménagement des forêts. Au cours des 18 mois que durera le projet, ce système de pointe produira un atlas du recul des forêts et des dommages subis par l'environnement dans la république tchèque; ce sera

un élément clé dans l'amélioration de l'aménagement des forêts dans la région. En Slovaquie, la technologie de télédétection du CCT aidera la Commission slovaque de l'environnement à surveiller l'utilisation des terres, l'érosion des sols, et la pollution des terres et de l'eau. Enfin, pour s'assurer que les connaissances et les compétences nécessaires sont également transférées, le CCT participe à la création de programmes d'études dans des institutions postsecondaires choisies.

*La technologie canadienne de télédétection, à la pointe de la technologie mondiale, aidera bientôt la République fédérative tchèque et slovaque dans l'exploitation de ses ressources naturelles et la protection de son environnement.*

La formation des cadres est une autre priorité de la RFTS. L'année passée, un programme du Bureau canadien de l'éducation internationale (BCEI) a vu 130 cadres tchèques et slovaques participer à une étude de cas, afin de concevoir un plan de privatisation de leur réseau ferroviaire. Ce groupe de personnes a étudié chaque aspect de chaque fonction, de l'ingénierie à la comptabilité, des relations publiques au personnel, le tout visant la privatisation. Les 30 meilleurs étudiants sont ensuite venus au Canada, pendant l'automne 1991, pour se retrouver dans un milieu concurrentiel. Il s'agissait à la fois de

formation universitaire et de stages avec des organismes canadiens publics et privés.

Les cadres financiers ont été envoyés à l'université St. Mary's, à Halifax (Nouvelle-Écosse). Les participants dans les domaines de l'agriculture et de l'industrie des ressources ont étudié à l'Université de Guelph, dans le sud de l'Ontario, tandis que les cadres du secteur public étaient à l'Université de Victoria (Colombie-Britannique). Plus de 35 entreprises canadiennes et 8 ministères ont participé à ce programme, permettant à des cadres de faire des stages pratiques en milieu de travail. Ce programme, qui a remporté un franc succès, sera offert de nouveau en 1992.

Le Groupe de travail répond également à la demande de cours d'anglais dans la RFTS. L'Office national du film (ONF) est en train de produire cinq vidéos et guides du maître, pour les classes d'anglais. Abordant des thèmes comme l'environnement, le Canada et le milieu des affaires, chaque vidéo est utile non seulement pour l'enseignement de la langue, mais également pour faire passer un message sur la démocratie et le marché libre. Les vidéos, présentant certaines des meilleures productions de l'ONF, seront disponibles dans les écoles de la RFTS, grâce aux ministères de l'éducation.

## La Hongrie

L'adaptation du système scolaire est le grand défi auquel doit faire face la Hongrie aujourd'hui. Il s'agit de répondre aux besoins de son économie de marché naissante, tandis que le pays se tourne de plus en plus vers le marché global et s'attaque au problème du chômage.

L'Association des collèges communautaires du Canada (ACCC) participe à la révision des programmes d'études en Hongrie, afin de mieux servir les jeunes et les moins jeunes, ceux qui entrent pour la première fois sur le marché du travail, et ceux qui ont besoin de se recycler. Depuis bientôt deux ans, l'ACCC met sur pied des programmes d'études et des programmes de formation pour des écoles professionnelles et techniques. L'accent porte sur les compétences requises dans un marché concurrentiel, comme l'utilisation d'ordinateurs et la comptabilité. De plus, l'ACCC modernise les programmes du Collège hongrois de l'industrie hôtelière et du tourisme, pour faire face à l'augmentation des besoins dans ce domaine, et met sur pied un programme de trois ans en journalisme, pour encourager la naissance d'une presse indépendante forte.

Le travail de précurseur de l'ACCC a récemment été récompensé, lorsque, avec des partenaires irlandais, elle s'est vu octroyer un contrat de 1,5 million de dollars de la Banque mondiale, pour un projet de développement des ressources humaines en Hongrie.

*L'Association des  
collèges commu-  
nautaires du Canada  
participe à la révision  
des programmes  
d'études en Hongrie,  
afin de mieux servir  
les jeunes et les moins  
jeunes, ceux qui  
entrent pour la  
première fois sur le  
marché du travail, et  
ceux qui ont besoin de  
se recycler.*

Dans le secteur des finances, le Groupe de travail collabore étroitement avec le gouvernement du Québec et la Bourse de Montréal, à des programmes de formation sur les transactions et les valeurs mobilières. Suite à un projet pilote fort réussi de 1991, deux colloques ont été organisés pour quelque 50 courtiers hongrois au Centre international pour la formation des banquiers, à Budapest; ils ont été suivis par des stages de quatre mois à la Bourse de Montréal, pour un groupe choisi de participants. Dans un projet complémentaire, des agents de la Commission hongroise des valeurs mobilières ont étudié divers aspects des règlements en vigueur dans la transaction des titres, à la Commission des valeurs mobilières du Québec.

Toujours dans le domaine des finances, la Société de développement international Desjardins a lancé un projet ambitieux de trois ans, visant à aider à restructurer la Fédération nationale des coopératives d'épargne hongroises. Desjardins assurera la préparation et l'exécution d'un plan de développement stratégique, établira un programme de formation et de stages, et organisera le jumelage des coopératives afin de mettre les compétences en commun, et de faciliter la transition.

En dernier lieu, le Canada continue à jouer un rôle de chef de file au Centre international de gestion de Budapest. Le financement de ce centre à but non lucratif provient de plus de six pays, mais le Canada y tient une place particulière, grâce en partie à la doyenne du Centre, M<sup>me</sup> Julie Rowney, professeur à l'Université de Calgary. Les projets canadiens, en coopération avec le Centre, portaient sur des programmes de formation conçus spécialement à l'intention des cadres d'entreprises, et sur la commercialisation des services de gestion du Centre. Une entreprise conjointe canado-hongroise, Kansys Ltée, vient d'annoncer son intention d'y établir un service informatique spécial, ce qui augmentera les ressources et la capacité d'enseignement du Centre.

## La Roumanie

Le Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est a inauguré son programme d'aide technique à la Roumanie au printemps 1991, et en moins d'un an, a réalisé des progrès remarquables.

Pendant l'été 1991, des représentants roumains ont assisté au cours de la Fondation canadienne des droits humains, sur les droits internationaux de la personne. Leur participation, une première pour des délégués de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est, a marqué l'expansion historique de ce programme de renommée internationale, qui attire des représentants du monde entier depuis plus de dix ans. Après deux semaines intensives consacrées aux grandes questions et à la loi sur les droits de la personne, à l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard, les participants ont visité un certain nombre d'institutions gouvernementales et non gouvernementales canadiennes, afin de connaître les complications inhérentes à la défense et à la promotion des droits de la personne. Cette année, ce projet novateur recevra des participants de Russie, d'Ukraine, d'Estonie, de Lituanie, de Lettonie et de la République fédérative tchèque et slovaque, en plus des Roumains.

Le Groupe de travail est également responsable du lancement de projets innovateurs dans le domaine du développement des syndicats et des relations du travail. Le Congrès du travail du Canada a participé à l'organisation de colloques spéciaux à l'intention des ouvrières en Roumanie, et a formé des syndicalistes roumains sur les questions de convention collective et

**Le Groupe de travail a lancé des projets innovateurs dans le domaine du développement des syndicats et des relations du travail.**

de santé, et de sécurité au travail. De plus, l'École polytechnique de Montréal participe à la création de nouveaux programmes d'études et de matériel pédagogique, conçus pour améliorer les liens entre la formation académique et les besoins des divers secteurs industriels.

En Roumanie, le programme d'assistance technique du Canada donne également la priorité à la sécurité dans le secteur nucléaire. La Commission de contrôle de l'énergie atomique du Canada, en collaboration avec l'Agence internationale de l'énergie atomique, donne une formation avancée sur les mesures de réglementation et de contrôle du secteur nucléaire, à 12 agents roumains, en divers endroits du Canada. Le projet de 15 mois se poursuivra jusqu'en mars 1993.

Les projets agricoles en Roumanie vont de la formation en gestion d'une ferme laitière, et des transferts de technologie dans l'industrie du porc, aux projets axés sur les centres de manutention des grains, et sur la technologie de transformation des aliments pour les animaux.

Le Groupe de travail est également responsable du lancement d'environ sept projets de consultation et de gestion d'entreprise. Le Programme des jeunes entrepreneurs, par exemple, organisé en coopération avec l'Office franco-québécois pour la jeunesse, a placé 15 jeunes entrepreneurs et cadres roumains dans des sociétés et ministères québécois. Les Roumains ont été affectés à des endroits aussi variés que des sociétés d'électronique, des entreprises minières et le ministère provincial de l'Environnement. ■

# DU PRÉTOIRE À LA SALLE DE COURS

Vu la rapidité des transformations qui s'y déroulent, il n'est pas surprenant que le système juridique de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est ne puisse emboîter le pas à ces transformations. Le droit est depuis toujours un domaine complexe, mais le défi posé par l'ampleur des changements que subissent quotidiennement les structures économiques et démocratiques de ces communautés est sans précédent.

Depuis trois ans, l'Association du Barreau canadien (ABC), en coopération avec le Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est, se situe au premier plan de la réforme juridique dans cette région et aide les avocats de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est à adapter leur profession aux changements engendrés dans leur pays par l'instauration d'un système juridique indépendant.

## La formation des avocats

L'initiative la plus importante de l'ABC consiste dans un programme de formation académique et d'internat au Canada, d'une durée de trois mois. Ce programme, qui a pris naissance à titre expérimental en Hongrie, en 1990, continue à tous les ans de croître en importance. Cet automne, 24 avocats y participeront, choisis parmi les meilleurs de la Pologne, de la République fédérative tchèque et slovaque (RFTS), de l'Ukraine et de la Hongrie. Les candidats admis à ce programme suivront d'abord des cours intenses d'introduction aux divers secteurs du droit, dont le droit constitutionnel, le droit des sociétés et le droit commercial. Puis ils oeuvreront à la façon de clerks dans des cabinets et des organisations juridiques partout au pays.

À l'instar des étudiants qui font leur cléricature, ces internes s'initient de près à la recherche, aux vacances à la Cour et aux rapports avec la clientèle. Leur tâche est exigeante mais il arrive souvent qu'on puisse trouver dans leur milieu de travail une personne parlant bien leur langue, qui leur est assignée spécialement pour les aider en tant que « tuteur ». Cela reflète bien la réalité multiculturelle du Canada et représente un avantage qui est particulier au programme de l'ABC.

La compétition est très vive pour obtenir un poste à l'intérieur de ce programme, qui devient de plus en plus populaire et qui reçoit de façon croissante l'appui des organisations juridiques canadiennes. Malgré qu'il en coûte 10 000 dollars à chaque entreprise qui inscrit un interne, le projet de l'ABC

d'ouvrir la session d'automne 1992 à des candidats ukrainiens a suscité tellement d'intérêt qu'on a créé dès le printemps un double du projet de cléricature fait spécialement pour les Ukrainiens. Et les commanditaires canadiens sont prompts à souligner que leur participation à ce programme est « une voie à double sens » qui a l'avantage, à long terme, de créer des liens avec les principaux cabinets d'avocat d'Europe centrale et d'Europe de l'Est, et de favoriser le développement de leur clientèle dans ces régions.

*Et les commanditaires canadiens sont prompts à souligner que leur participation à ce programme est « une voie à double sens » qui a l'avantage, à long terme, de créer des liens avec les principaux cabinets d'avocats d'Europe centrale et d'Europe de l'Est, et de favoriser le développement de leur clientèle dans ces régions.*

## De la salle de Cour à la salle de cours

Cette année, l'Association du Barreau canadien s'engagera également dans la formation des juges, en faisant pour la première fois l'expérience d'un projet auquel participeront 15 juges venant de la République fédérative tchèque et slovaque (RFTS), et de la Hongrie. Les participants recevront d'abord la formation de base que reçoivent au Canada tous les nouveaux magistrats, à l'Institut national de la magistrature, et oeuvreront ensuite pendant deux semaines dans un tribunal canadien sous la gouverne d'un juge canadien spécialement désigné pour les aider. Ce programme vise à favoriser en Hongrie et dans la RFTS, la création d'une magistrature indépendante et efficace.

Parmi ses autres initiatives, l'ABC organisera cette année à Varsovie et à Prague deux sessions de cours de formation professionnelle pour les avocats. Ces cours sont le résultat d'une expérience faite à Budapest en 1991 qui s'est avérée un succès, et porteront essentiellement sur les rudiments de la gestion de cabinets d'avocats ainsi que sur le rôle de la profession juridique dans une société démocratique à marché libre. ■

# CONFÉRENCE SUR LA STRATÉGIE COMMERCIALE CANADIENNE

Malgré l'importance des obstacles, les entreprises canadiennes savent relever le défi des échanges commerciaux et des investissements dans les pays de l'ancienne Union soviétique et dans les États baltes. C'est la conclusion à laquelle en est arrivé le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur, M. Michael Wilson, à la suite d'une rencontre de haut niveau avec des dirigeants du monde des affaires, tenue à Toronto au mois de janvier 1992.

M. Wilson y a rencontré 27 cadres supérieurs venus de partout au Canada, et dont les entreprises entretenaient des rapports commerciaux avec les pays de l'ancienne Union soviétique. On y retrouvait des représentants de l'industrie de la technologie de pointe, de la construction, de l'énergie, de l'alimentation, ainsi que des secteurs juridiques et financiers.

Le Ministre a sollicité leur opinion sur le développement des échanges commerciaux, les priorités d'investissement et les stratégies qu'il y avait lieu d'adopter à la lumière des changements qui se produisaient sur le territoire de l'ancienne Union soviétique. C'était la deuxième fois que M. Wilson sollicitait l'opinion des dirigeants d'entreprises sur le rôle du Canada. Cela montre bien l'intérêt constant qu'il porte à ces pays qui ont nouvellement acquis leur indépendance, et sert de complément à ses voyages antérieurs dans ces régions.

## La plus puissante locomotive

La participation à ces projets conjoints était l'un des principaux sujets de discussion. Il existe à peu près une centaine d'ententes conjointes unissant ainsi des entreprises canadiennes à leurs associés de l'ancienne Union soviétique, et la moitié de ces projets conjoints sont actuellement en voie de réalisation. De plus, il appert selon une étude récente commanditée par l'ancien Conseil commercial Canada-URSS, que dans l'ensemble, le taux de réussite des projets canadiens est plus élevé que celui des autres pays. Les projets canadiens à participation conjointe démarrent plus rapidement et emploient plus de main-d'oeuvre locale que ceux d'autres pays.

Devant cet impressionnant dossier, M. Wilson a exprimé l'opinion que l'entreprise privée était «la plus puissante locomotive qui puisse accélérer la croissance». Les possibilités de réussites additionnelles sont très élevées, a-t-il ajouté, étant donné les nombreux points de ressemblance entre le Canada et l'ancienne Union soviétique quant au climat, la géographie et les ressources naturelles.

*«La plus puissante locomotive qui puisse accélérer la croissance.»*

*L'honorable  
Michael Wilson*

Les participants ont conclu que les accords de participation conjointe demeuraient la meilleure formule commerciale. Le commerce en direct se développera à mesure que les sociétés d'État seront privatisées et que le rouble deviendra une devise qui pourra faire l'objet de change. D'ici lors, un nombre plus élevé d'entreprises continueront d'avoir recours au commerce de contrepartie pour tirer des revenus en devises fortes de leurs exportations dans cette région.

Devant l'inquiétude exprimée par certains participants, M. Wilson a précisé qu'on était en voie de négocier de nouveaux accords commerciaux afin d'éliminer certains risques et obstacles au commerce rencontrés dans le passé, comme par exemple la double taxation.

## Favoriser les possibilités

On a fait plusieurs recommandations en vue d'aider le gouvernement et le secteur privé à promouvoir les affaires. Par exemple, les entreprises canadiennes devraient s'enquérir des possibilités de financement offertes par les institutions financières internationales, surtout auprès de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, où le Canada a récemment institué un fonds de coopération technique afin de donner sur place un avantage aux entreprises canadiennes.

M. Wilson a dit qu'il entendait continuer à consulter régulièrement les représentants du secteur privé afin de favoriser le développement de rapports d'affaires et d'accroître la présence canadienne sur les nouveaux marchés de l'ancienne Union soviétique. Au mois de juillet, le Ministre se rendra en Russie à la tête d'une délégation de hauts dirigeants d'entreprises, afin de repérer les secteurs qui bénéficieraient des compétences canadiennes. ■

# UNE MISSION DE SECOURS

La secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada, M<sup>me</sup> Barbara McDougall, s'est rendue à l'aéroport Borispil de Kiev, le 27 janvier 1992, pour y accueillir le premier envoi de médicaments et de fournitures médicales expédiés à l'ancienne Union soviétique et aux trois pays baltes, à savoir la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie, dans le cadre d'un programme de pont aérien d'une valeur de 8 millions de dollars.

Cet effort fait partie d'un budget de plus de 10 millions de dollars versés au cours des six derniers mois par le Canada en aide humanitaire consentie à titre de don à l'Europe centrale, à l'Europe de l'Est et à l'ancienne Union soviétique.

## Un « pont aérien » d'urgence

Grâce à ce pont aérien, coordonné par la Croix-Rouge canadienne, l'Ukraine, la Russie, le Bélarus, la Moldavie, le Kirghizistan, l'Arménie, la région du Nagorny-Karabakh en Azerbaïdjan et les États baltes ont reçu des médicaments et des fournitures médicales, y compris des seringues et des pansements, qui leur faisaient grandement défaut. Les envois sont destinés aux personnes et organismes qui en ont le plus besoin, à savoir les hôpitaux pour enfants, les femmes enceintes et les vieillards, tant dans les institutions qu'en dehors, et ils permettront d'assurer dans les hôpitaux et à domicile des soins à plus de 435 000 malades au cours des 12 prochains mois.

Le ministère canadien de la Défense nationale a effectué environ 20 vols pour transporter plus de 180 000 kg de fournitures médicales dans l'ancienne Union soviétique.

## Les ravages de la guerre

Le Canada a également porté ses efforts d'aide à l'endroit de l'ancienne Yougoslavie. Au début, le Gouvernement du Canada a accordé 1,25 million de dollars visant à porter des secours d'urgence et l'achat de fournitures médicales dans le cadre des activités du Comité international de la Croix-Rouge. Les aéronefs militaires canadiens ont acheminé les fournitures dans la région à la fin de 1991.

Puis en janvier 1992, M<sup>me</sup> McDougall a annoncé que le Canada avait versé un autre million de dollars par suite d'un appel spécial d'aide humanitaire lancé par l'Organisation des Nations Unies (ONU).

« Cette contribution montre la volonté du Canada de soutenir le travail de l'ONU et d'atténuer les souffrances de civils innocents vivant dans cette région déchirée par la guerre », a déclaré M<sup>me</sup> McDougall. Les fonds seront répartis entre le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Les Canadiens jouent également un rôle de premier plan dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies en Yougoslavie et en Croatie. Le contingent militaire canadien, au nombre de 1 200, est l'un des plus grands parmi les 31 nations faisant partie de la Force de protection des Nations Unies (FORPRONU). En outre, 30 membres de la Gendarmerie royale du Canada participeront, à titre de surveillants de police civile, au sein de la FORPRONU.

*« Cette contribution  
montre la volonté  
du Canada de  
soutenir le travail de  
l'ONU et d'atténuer les  
souffrances de civils  
innocents vivant dans  
cette région déchirée  
par la guerre »*

*L'honorable  
Barbara McDougall*

## Une réponse généreuse

Le Canada a par ailleurs envoyé 1 000 tonnes de blé en Albanie et fourni du lait écrémé en poudre à la Bulgarie. En outre, des centaines d'organismes bénévoles et de citoyens canadiens ont donné généreusement de l'argent, des aliments et des vêtements aux républiques de l'ancienne Union soviétique (voir l'encart p.25).

Le monde canadien des affaires s'est lui aussi montré à la hauteur. La société Quaker Oats, de Peterborough (Ontario), a remis à 17 orphelinats du Bélarus un approvisionnement d'un mois en gruau pour aider ainsi à nourrir quelque 8 500 enfants. Il s'agissait d'un envoi d'environ 50 000 dollars, et le président-directeur général de la compagnie, M. Jon Grant, s'est rendu lui-même sur place. Au cours d'une cérémonie spéciale à Minsk, il a déclaré : « C'était là un geste qu'il fallait faire, vu les circonstances difficiles que connaît le peuple bélarussien. La société Quaker avait des liens solides avec l'ancienne Union soviétique. Elle n'avait donc tout simplement pas le droit de rester indifférente face à ce drame. » ■

# CRÉATION DE FONDS EN FIDUCIE CANADIENS

Le Canada a récemment institué deux fonds en fiducie dans des institutions bancaires internationales, afin de financer le coût de l'assistance technique fournie par les consultants canadiens dans cette région, y compris l'ancienne Union soviétique.

Au mois de décembre 1991, on a créé à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) le Fonds canadien de coopération technique, d'une valeur de 1 million de dollars échelonné sur trois ans. Grâce à ce fonds, la Banque peut engager des consultants canadiens qui travailleront sur ses projets dans toute la région. La priorité est accordée aux projets portant sur les efforts de privatisation et la réforme économique dans les secteurs de l'énergie, de l'agriculture, du transport, et des télécommunications.

De plus, un Fonds d'embauche des consultants canadiens d'une valeur de 1 million de dollars a été créé à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), mieux connue sous le nom de Banque mondiale. De concert avec les gouvernements de la région, la BIRD invitera bientôt les entreprises canadiennes à faire des soumissions portant sur des projets financés par la Banque dans de nombreux secteurs d'activité, y compris l'éducation, la formation de la main-d'oeuvre, la santé et la gestion des affaires.

## Efforts multilatéraux

Ces gestes démontrent bien l'appui considérable du Canada à la participation accrue des institutions financières internationales dans la réforme économique des pays de l'Europe centrale et de l'ancienne Union soviétique. Le Canada joue ainsi un rôle multilatéral actif puisqu'il était membre fondateur de la BERD et qu'il est représenté à son conseil d'administration.

Le Canada continue également à jouer un rôle de premier plan à la BIRD et dans d'autres organisations multilatérales telles que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), et la Commission économique pour l'Europe. Le Canada a consenti des contributions particulières à chacune de ces deux institutions, à l'appui de projets en Europe centrale et en Europe de l'Est.

## De nouveaux débouchés pour les Canadiens

Les projets qui seront financés par ces deux fonds importants permettront aux consultants canadiens d'accroître leur expérience et d'accentuer leur présence, ce qui pourra générer d'autres contrats impliquant la BERD et la BIRD. La même stratégie fructueuse a été adoptée pour un projet d'élaboration de programmes d'études en matière d'hôtellerie et de tourisme, qui a été entrepris en Hongrie par l'Association des collèges communautaires du Canada (ACCC), avec l'appui du Groupe de travail. Ce projet a permis à l'ACCC d'obtenir un contrat de 1,5 million de dollars avec la BIRD.

Lorsqu'elles demandent des soumissions, la BERD et la BIRD s'adressent toutes deux à des entreprises canadiennes dont elles connaissent l'expérience et le renom en matière de développement international. ■



## VOUS POUVEZ FAIRE VOTRE PART : VOICI COMMENT

Le peuple canadien a toujours répondu généreusement aux appels à l'aide internationale en cas d'urgence ou de désastre. Certains citoyens ont souvent trouvé des moyens particuliers de prêter main-forte à des gens dans le besoin, et il convient de louer leurs efforts.

Les dons de biens sont faits dans un esprit de générosité, mais les experts en la matière s'entendent tous pour dire que les cadeaux de ce genre risquent parfois de compliquer les choses au lieu d'aider.

- Il est souvent impossible de garantir la qualité des biens donnés.
- Les frais de transport risquent d'être très élevés et, si les biens ne conviennent pas ou si les proportions ne sont pas les bonnes, l'argent ne sera pas bien dépensé.
- Le personnel des équipes de secours au sol risque de perdre un temps précieux à trier et à distribuer des articles existant souvent sur les lieux, ou beaucoup plus près de l'endroit touché, où l'on pourrait donc se les procurer à moindres frais.

- En faisant don de médicaments et de fournitures médicales périmés, on risque de faire plus de tort que de bien. Quant à la nourriture et aux vêtements, ils risquent de ne pas convenir à la région. Dans certaines parties du monde, des articles tels que des vêtements et des couvertures d'occasion risquent d'être visés par des règlements d'importation exigeant qu'ils soient fumigés ou emballés.

- Lorsqu'il y a situation d'urgence, ce n'est pas le moment de commencer à établir un réseau de distribution dans un territoire que l'on connaît mal.

En règle générale, on encourage les personnes désireuses de fournir de l'aide à verser de l'argent à des organisations non gouvernementales reconnues à l'échelle internationale, qui possèdent l'expérience et les connaissances voulues pour distribuer rapidement et efficacement les dons reçus. Ces organisations font des évaluations détaillées et dressent des listes des articles faisant le plus cruellement défaut. Elles peuvent souvent acheter les biens à des prix spéciaux et s'assurer ainsi que l'argent est dépensé judicieusement. ■

## **POUR EN SAVOIR PLUS**

Ce bulletin est rédigé par le Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est (Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada), pour fournir de l'information sur les projets que notre pays réalise dans cette partie du monde.

Si vous souhaitez en savoir davantage sur les activités du Groupe de travail ou sur la façon de procéder pour proposer des projets, veuillez communiquer avec le Groupe de travail à l'adresse suivante :

**Groupe de travail sur  
l'Europe centrale et l'Europe de l'Est  
Affaires extérieures et  
Commerce extérieur Canada  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0G2**

**Téléphone : (613) 992-7820**

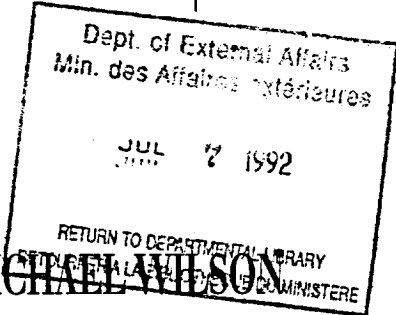
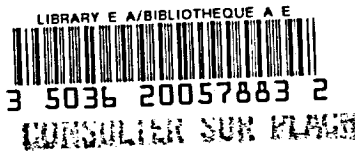
**Télécopieur : (613) 943-0333**

TASK FORCE ON  
CENTRAL AND  
EASTERN EUROPE

GROUPE DE TRAVAIL  
SUR L'EUROPE CENTRALE  
ET L'EUROPE DE L'EST



SUMMER 1992



JOINT MESSAGE BY BARBARA McDOUGALL AND MICHAEL WILSON

Partners in Change

This decade marks an extraordinary period in history — one characterized by both uncertainty and exciting opportunity. All across Central Europe and the former Soviet Union, nations are rebuilding from the ground up, simultaneously launching the construction of democratic societies and market economies. The framing of this new Europe has ramifications around the world. That is why Canada has moved quickly to assist, working closely with our Central and East European partners in change.

In just two short years, Canada's Task Force on Central and Eastern Europe has built an impressive technical assistance program designed to promote democracy, support the transition to market-based economies and increase Canadian trade and investment links with the region. With some 300 projects under way, Canada's program has helped to lay a strong foundation for reform in Poland, Hungary, the Czech and Slovak Federal Republic and Romania. In Lithuania, Latvia and Estonia, Canadian expertise is helping to put in place reinforcing structures for the countries' recently reclaimed independence. And in the largest and most challenging reconstruction of all, the Task Force has launched a range of projects that are transferring valuable skills and "know how" — the tools of the future — to the countries of the former Soviet Union, primarily Russia and Ukraine.

With a reputation as an innovative and effective program, our technical assistance initiative is truly Canadian in character. The world-class expertise of Canadian partners from all sectors — private and public, academic and voluntary, business and labour — has effectively responded to many of the top priorities in Central and Eastern Europe. Canada's multicultural community has contributed not only their professional skills, but also their linguistic capabilities and cultural understanding, making Canada a preferred partner across the region.

Canadians have come to realize that we all have a direct stake in ensuring the success of democratic and economic reform in Central and Eastern Europe. Success will result in a more stable, peaceful and prosperous world — failure, the opposite. Canadian business, for example, has been quick to see the opportunities in the region's vast markets. This involvement is critical; while governments can establish the necessary conditions for a market economy, it is individual entrepreneurs who make it work.

The continuing pace of reform in Central and Eastern Europe is encouraging. There is, however, no blueprint for success. We have seen, in Yugoslavia and elsewhere, that it is easier to tear down than build up. As a fragile new Europe emerges, we must continue to work closely with our Central and East European partners in the shaping of a strong and stable framework for our common future. ■

The Honourable Barbara McDougall  
Secretary of State for External Affairs

The Honourable Michael Wilson  
Minister of Industry, Science and Technology and  
Minister for International Trade

External Affairs and  
International Trade Canada

Canada

# TABLE OF CONTENTS

Ministers' Message .....	1	Independence Reclaimed .....	14
Task Force on Central and Eastern Europe .....	3	Cross Country Currents .....	15
Renaissance Eastern Europe .....	4	Czech and Slovak Federal Republic .....	15
Managing for Change .....	5	Hungary .....	16
Exercising New Freedoms .....	7	Romania .....	17
A Harvest of Reform .....	8	Events and Visits .....	16
A Historic Coalition .....	9	From the Courtroom to the Classroom ...	18
Lisbon Conference.....	10	Roundtable on Canadian Trade Strategy .....	19
Canada-Russia: A New Era of Relations .....	11	A Mission of Mercy .....	20
Ukraine: The Emergence of a New Country .....	12	How Canadians Can Help .....	21
Chernobyl's Children .....	12	Canadian Trust Funds Established .....	21
		For Further Information .....	22



# TASK FORCE ON CENTRAL AND EASTERN EUROPE

When the countries of Central and Eastern Europe began the transition from Communism to market economies and democratic governments in 1989, Canada pledged its active support. Since that time, Canada has been at the forefront of efforts to assist the region through a combination of initiatives, including balance of payments support and currency stabilization, food and humanitarian aid, trade credits and technical assistance.

The centrepiece of Canadian efforts is the Task Force on Central and Eastern Europe. Established in March 1990 within External Affairs and International Trade Canada, the Task Force serves as the primary instrument for the Canadian government's response to political and economic changes in the region. Its mandate is to co-ordinate public and private sector initiatives, encourage broad-based political and economic links with the region and administer a \$75-million technical assistance program extending to the 1993/94 fiscal year.

The Task Force grew from an earlier program of co-operation with Poland and Hungary launched in 1989. In response to the rapid spread of reform across the region, the original program was expanded, in concert with the Group of 24 (G-24) major industrialized countries, to include the other reforming countries of Central and Eastern Europe, including the then Soviet Union.

## The Move Toward Market Economies

The Task Force takes a two-track approach to technical assistance, reflecting the belief that political and economic development are interdependent. An Economic Development Fund aids in the economic restructuring and development of market-based economies in Central and Eastern Europe, supports the newly emerging private sector and encourages investment and trade links with Canada. The fund has contributed to numerous projects, from reforming financial institutions and training business managers to privatizing industries and educating dairy farm workers.

In addition, the Task Force sponsors Renaissance Eastern Europe (REE), a trade and industrial devel-

opment program designed to increase the involvement of Canadian companies in the markets of the region. To date, the Task Force has worked with close to 70 companies in a wide variety of sectors including micro-electronics, computer software, oil and gas, construction and pulp and paper.

## Securing Democracy

Supporting the other aspect of the Task Force's mandate, a Political Co-operation Fund promotes democratization of political, social and economic institutions, human rights, pluralism and the rule of law. Projects have included legal internships, training for parliamentary officials and human rights courses. Other issues have been addressed through support for trade union and education initiatives, advice on electoral practices and assistance in the development of social welfare programs.

*Partnership is the hallmark of the Task Force on Central and Eastern Europe.*

## Predicated on Partnership

Partnership is the hallmark of the Task Force on Central and Eastern Europe. It draws on the expertise available in both the private and the public sectors and welcomes proposals from non-governmental organizations, professional associations, labour groups, academic institutions, the voluntary sector and all levels of government. Because it seeks collaboration, the Task Force seldom funds 100 per cent of project costs. Instead, it augments funding by others in the belief that, if there is no financial commitment from both the executing and recipient organizations, the project is likely flawed in design or execution.

Canada's technical assistance program is client-driven. The Task Force consults regularly with host governments to identify their specific needs and priorities and then matches Canadian resources and capabilities with those priorities. Given financial limitations, Canada cannot be active in all sectors. Therefore, the Task Force focuses on concrete proposals from sectors where Canada has world-class technology and expertise, including energy, environment, agriculture and financial services. Emphasis is placed on Canada's competitive advantage in order to develop long-term markets for goods and services.

The Task Force also draws on Canada's strong linguistic and cultural ties to the region. One Canadian in ten can trace his or her roots to Central and Eastern Europe, a fact that gives Canada a unique advantage in developing and delivering a more effective program of technical assistance.

Finally, the Task Force program strives to balance theory with practice. Results-oriented projects that offer practical training and first-hand experience are emphasized.

## Project Proposals

Groups and companies interested in undertaking initiatives in Central and Eastern Europe should contact the Task Force office in Ottawa regarding project ideas to determine their eligibility for

funding. (Please see address and phone number on p. 22 of this newsletter.)

Following an initial discussion, detailed written project proposals should be submitted to the Task Force outlining:

- project objectives;
- contribution to economic development and/or democratization in the host country;
- detailed budget projections, including contributions by Canadian executing organizations and recipient partners; and
- comprehensive implementation plans.

Project proposal guidelines are available from the Task Force on request. ■

## RENAISSANCE EASTERN EUROPE

Renaissance Eastern Europe (REE) was established in March 1990 to encourage and assist Canadian companies to pursue trade and investment opportunities in the emerging free markets of Central Europe and the former Soviet Union. The program, sponsored by the Task Force on Central and Eastern Europe, is already paying dividends.

Zenon Environmental Inc. is putting finishing details on a project to invest \$2 million in a newly privatized water treatment company in Tatabanya, Hungary. The Burlington, Ontario, water management company will hold substantial equity in the new Hungarian venture, which employs 265 people. Zenon was one of the first companies to receive cost-sharing assistance from the REE program for an environmental market study in Hungary; the evaluation led to Zenon's sizeable investment.

### Criteria

REE is designed as an incentive for Canadian companies to overcome the stumbling blocks of distance and traditional trading links. Through this program, the Task Force is helping to expand Canadian corporate horizons into the emerging markets of Central and Eastern Europe and to secure new customers for Canadian goods and services, which in turn leads to stronger, healthier

Canadian companies. In short, knowledgeable, experienced Canadian companies are both assisting the transition to market economies and making a profit themselves over the long term.

REE will share certain business development costs for companies of all sizes that meet the eligibility requirements and demonstrate future trade and industrial development benefits for Canada. The program will pay up to \$50 000 or 50 per cent of eligible costs, including airfares, per diem allowances and support services for companies engaged in studies of potential joint ventures or co-operation agreements. Program funding is also available for companies wishing to train partners or future clients. Bilateral business councils can receive limited assistance with their operating costs for up to three years.

### A New Business Renaissance

More than 40 projects are now under way or completed. Good results are being achieved from small, tightly focused projects in key areas of Canadian expertise, including oil and gas, high technology, telecommunications and manufacturing. The number of projects involving Canada's growing service industry reflects the pent-up demand for professional know-how throughout Central and Eastern Europe.

H.A. Simons Ltd. of Vancouver is using its expertise as forestry engineers and consultants to assist a major state-owned pulp and paper mill in Ust Ilimsk in Central Siberia. REE sponsored the company's earlier studies, which led to the current contract.

# MANAGING FOR CHANGE

*This edition of the newsletter highlights the Task Force program of technical assistance and recent developments in Poland as part of an ongoing series of profiles on countries in Central and Eastern Europe.*

Under Communism, economic planning in Poland meant carrying out orders from a centralized bureaucracy. Now Canadian management experts are showing Poland's budding entrepreneurs what planning means in a competitive market — capitalizing on opportunities. "Essentially we were changing mind set," says Raymond Chauvet, former

Now the company is helping the mill update and prepare data to attract foreign equity partners.

"We started off small but the work has increased in scope over the last year," says Buzz Knott, manager of banking and finance at H.A. Simons. "The Russian forest industry's potential for growth is very significant." Knott believes the company's current work together with other initiatives sponsored by the Task Force will lead to more opportunities for the Canadian forest industry to sell its world-class equipment and skills.

## Emerging Markets

Other companies continue to explore opportunities in countries of the former Soviet Union where Canadians have proven strong players in a number of working joint ventures. A sampling of projects supported by Renaissance Eastern Europe ranges from a study on the technology and equipment necessary to expand oil field production in Kazakhstan, to work on a possible joint venture for the manufacture of snowmobiles in Western Siberia, to a feasibility study on the construction of a business centre and hotel complex in Kiev.

As the vast and largely untapped markets of Central and Eastern Europe continue to open up, trade and investment opportunities for Western companies are growing and diversifying. With the help of REE, innovative Canadian firms are already benefitting from the new business renaissance sweeping across the region. ■

Vice-President of Eduplus Management Group Inc. The Ottawa consulting firm conducted a four-month business management training course for the Task Force on Central and Eastern Europe.

Twenty-four Polish managers and executives from newly privatized enterprises completed the course, which included in-house training with 102 Canadian companies. "By the end we were all speaking the same language of business," Chauvet says.

## Canadian Assistance

This was one of more than 50 projects of technical assistance to Poland launched since the Task Force's establishment two years ago. The aim is to help Poland and other countries in the region reform their economies, strengthen their fledgling democracies and foster Canadian trade and investment. The Task Force grew from an earlier program of cooperation with Poland and Hungary initiated in 1989.

Canada has already launched \$12 million worth of technical assistance projects in Poland and has participated with other governments

in special international efforts to stabilize the Polish economy.

In addition, using the proceeds of Canadian food aid to Poland, an \$8-million Canadian Counterpart Fund Account (CFA) was established to improve the rural economy. To date, the CFA has contributed to numerous local initiatives including installing telephones lines, providing clean water and linking homes to gas lines. The CFA is also an ongoing source of local cost funding for the full range of Canadian projects in Poland.

*Canadian  
management  
experts are showing  
Poland's budding  
entrepreneurs  
what planning means  
in a competitive  
environment —  
capitalizing on  
opportunities.*

## A Preferred Partner

The obstacles on the road to reform underscore the country's need for technical assistance and know-how. Industrial output has fallen, real unemployment — a new phenomenon in a post-communist society — is rising and attempts at privatization are patchy. Nevertheless, there is hope.

The key is partnership. Task Force projects match particular Canadian expertise to Polish needs in such areas as management training, telecommunications, agriculture and energy. "We have the ability to move in quickly and offer practical hands-on assistance," says Robert Lee, the Task Force's Program Manager for Poland. One in ten Canadians has family ties to the region. This fact, and Canada's multi-cultural mix, have enhanced its reputation for being "culturally sensitive," placing Canadians in a unique position to assist.

## A Focus on People

With its limited resources, the Task Force cannot finance capital expenditures, but it can assist Poland in building on its primary resource: its people. To this end, a number of the economic development projects focus on professional training and management.

One of the earliest projects was with the Canadian Executive Service Organization (CESO) of Toronto, which places retired managers and business leaders to act as consultants in Canada and elsewhere. More than 70 volunteers from all sectors and every corner of Canada have gone to Poland on assignments ranging from one to three months.

CESO's Witek Gotowski, Manager for Europe, says the Canadians work closely with companies in Poland's newly emerging private sector to improve the efficiency of their operations and the quality of their products.

Success stories abound. In many cases CESO volunteers have helped turn companies around, increasing their output and creating new jobs in the process.

Retired Northern Telecom executive William Waring of Grand Bay, New Brunswick, helped increase production by 50 per cent at Cyfral, a manufacturer

of intercom and security systems in Lodz, Poland. Waring showed Cyfral's young owners a manufacturing management system that helps boost productivity, increase quality and control inventory. The company tripled its sales in 1991 and hired 18 new employees, most of them women.

In another project, a Polish-Canadian professor of actuarial sciences at the University of Western Ontario, Kris Stroinski, recognized the need for actuaries to assist the private insurance companies emerging in Poland. With the assistance of the Task Force, Stroinski has organized summer schools at Warsaw University to train more than 60 actuaries.

Mathematics is a strong discipline in Poland, so the country has a solid talent pool.

"Our training is helping to translate that knowledge into a professional skill in demand in Poland's emerging market economy," says Stroinski, who has been named the first chairperson of the new association of actuaries in Poland.

## Toward the Future

Canada has sponsored projects focusing on co-operatives, the environment, privatization, trade and investment, transportation and telecommunications. Recognizing the importance of balancing short-term training that responds to immediate needs with in-depth, longer-term alternatives that build toward the future, a consortium of 34 Canadian university management schools has also been commissioned to establish a comprehensive undergraduate business and management training program at the Warsaw School of Economics.

Technical assistance is a two-way phenomenon that has been instrumental in building trust and economic links between the two countries. As a result of their involvement in Task Force projects, many Canadian firms find themselves well positioned to pursue trade and investment opportunities in Poland. For example, the Eduplus project led to the signing of six contracts with Canadian firms to provide goods and services. These include drilling equipment from Manitoba, fibreglass from Ottawa, and six portable sawmills made in Barrie, Ontario. ■

*Technical assistance is a two-way phenomenon that has been instrumental in building trust and economic links between the two countries.*



# EXERCISING NEW FREEDOMS

Canadians are training a new generation of language teachers at eight colleges across southeastern Poland. Democratic reform means Polish students are now free to study English, French or German as a second language, instead of Russian.

To meet the pressing need for 22 000 new language teachers, Poland turned to Canada and other countries including the United States, Britain, France and Germany. Canada is the only country able to provide both English and French qualified teachers.

With support from the Task Force on Central and Eastern Europe, 45 Canadian teachers will provide language instruction in Poland over the next three years, as well as advanced training in Canada for some Polish teachers and students.

This is one of several projects through which the Task Force is carrying out its mandate to foster democracy. The project is sponsored by Solidarity Eastern Europe, a non-profit organization from Montreal. Director Louis Gibeau says, "I've worked in the international field for 25 years and the reception from the Poles is among the most promising I've encountered."

The teachers are between 28 and 65 years of age and represent all parts of Canada. "What sets these people apart are their values," says Gibeau. "They have a strong sense of adventure and a desire to make a difference."

When the project concludes in 1994, the Canadians will have trained more than 900 Polish teachers.

## Health Care

Toronto-based Resources Management Consultants (RMC) is advising the Polish Ministry of Health and Social Welfare on overhauling its health care delivery system. "Expectations are racing ahead for better social services," says RMC President Walter Kudryk. "The task is to balance those expectations with limited resources." As well as decentralizing its health care system, the Poles need a national health insurance scheme. They are "favourably impressed" with Canada's medical insurance plan, with its mix of public and private programs.

"We don't preach," Kudryk cautions. "We discuss the issues but Poles must decide for themselves what is right for Poland." Poland is about to negotiate details of a \$195-million loan for the health care sector with the World Bank. RMC hopes its close collaboration with senior ministry officials will lead to more opportunities for Canadian health services companies to share their expertise.

*"Canadian teachers  
have a strong  
sense of adventure  
and a desire  
to make a  
difference."*

*Louis Gibeau*

## Protecting Basic Rights

The Task Force has overseen the successful completion of several projects for Poland. Last August, J.P. Kingsley, Canada's Chief Electoral Officer, advised Polish officials on electoral reform. The Canadian Bar Association sponsored three-month internships for 27 lawyers from Poland and elsewhere in Eastern Europe. Many of the participating firms and legal institutions provided the trainees with lawyer-mentors who spoke their language. The Canadian Labour Congress helped Polish workers improve job-site safety, occupational health and women's rights in the workplace. ■

# A HARVEST OF REFORM

It may be too early to gauge the impact on Poland of all of the Task Force on Central and Eastern Europe's technical assistance projects, but not in the agriculture sector. A Canadian training project for 106 Polish veterinarians, dairy farmers and farm specialists is having an immediate return.

In southwestern Poland, near Katowice, Bernadeta Mlynczak is assisting her family double the size and improve the quality of its dairy herd. While neighbouring farms are downsizing because of a milk glut, the Mlynczaks are positioning themselves for eventual higher prices and consumer demands for better quality dairy products. What she learned in Canada will help Mlynczak realize her dream.

## Putting Theory into Practice

Last summer, Mlynczak was one of 20 young Poles on a dairy farm management course at the International Livestock Management School (ILMS) in Kemptville, Ontario. Today her farm is benefitting from what she learned about genetics, artificial insemination and milk production. Advising and assisting her maintain a healthy, productive dairy herd are two fellow graduates of other ILMS courses, a veterinarian and a farm specialist. Together, they are also teaching other farmers how to better care for their herds and run more efficient businesses.

## A Viable Industry

Small family farms are the backbone of Polish agriculture. By becoming more efficient, the farms will remain viable whether or not subsidies continue. Elsewhere in Poland, another ILMS-trained veterinarian is helping a farmers' collective organize its own dairy. In a country where the average shelf life of milk is less than one day, their aim is to improve the quality and safety of dairy products by controlling all aspects of production.

*Task Force  
agricultural projects  
are designed to  
enhance the  
food production  
chain from the  
farmer's field  
to the consumer's  
table.*

Task Force agricultural projects are designed to enhance the food production chain from the farmer's field to the consumer's table. Practical and results-oriented, the projects are providing the Polish agriculture sector with the knowledge and skills necessary to compete in a market economy.

For example, one Canadian initiative with a leading Polish agriculture institute in Skierniewice, southwest of Warsaw, aims to enhance fruit and juice processing capabilities and increase exports. Polish experts have visited Canada to learn more about quality control, marketing and packaging; later this year, Canadian fruit industry representatives plan a mission to Poland to explore trade and investment opportunities.

In other agricultural sectors, projects have trained Polish managers in the control of poultry and animal disease. They, in turn, will teach additional personnel in Poland in preparation for future animal trade between Canada and Poland. Other work is progressing to establish a joint venture in livestock artificial insemination and to develop training programs in the canola industry. ■

# A HISTORIC COALITION

Canada played a front line role when 47 nations met in Washington, D.C., in January 1992 to form a historic global coalition to co-ordinate assistance to the countries of the former Soviet Union.

## Canada Co-Chairs Food Group

Barbara McDougall, Canada's Secretary of State for External Affairs, co-chaired the working group on food assistance, a key focus of the conference. "Nothing is more urgent than adequate food supplies," McDougall told the conference. "Stability [in the former Soviet Union] may very well depend on whether or not people have enough to eat."

In putting forth a comprehensive plan of action, McDougall said immediate steps were required to ensure that all existing food grants and credits extended to the former Soviet Union were utilized. She also noted the critical role technical assistance could play in strengthening and modernizing the agriculture sector.

Proportionally, Canada's food assistance to the former U.S.S.R. has outpaced that of any other Western country. A Canadian Wheat Board \$1.7-billion line of credit to Russia has been fully used and the wheat delivered. Also in place is an Export Development Corporation (EDC) \$150-million line of credit for food purchases other than wheat. These and other lines of credit extended to Ukraine and the three Baltic States played an important role in helping the region through a difficult winter.

But lines of credit are only part of the solution. Expanding the agricultural capacity of the former Soviet Union is the most effective long-term solution to food shortages, the conference participants agreed. That is why Canada has launched a far-sighted program of technical assistance in the

agriculture sector. For example, the Task Force on Central and Eastern Europe is sponsoring training courses in dairy management and genetics technology for farmers and agriculture extension workers from Russia, Ukraine, Estonia, Latvia and Lithuania. In Ukraine, a curriculum development project in farm management and fruit production is also under way at two post-secondary agricultural institutes.

## Energy Crisis

Much attention was focused on the crisis in the energy industry. Russia, Ukraine and Kazakhstan need massive infusions of technical assistance and investment to reverse falling outputs in oil and gas, a critical source of foreign currency earnings.

Canada is already heavily involved through the efforts of Canadian energy companies such as Gulf Canada Resources, PanCanadian, and Canadian Fracmaster Ltd. Their joint ventures in the Russian Arctic and western Siberia are transferring specialized technologies in exploration, secondary recovery and processing, and are supported by Task Force initiatives ranging from technical training programs for wellhead operators to enhanced information and trade missions services for Canadian companies interested in opportunities in the region.

Canada, as one of the countries responsible for conference follow-up in the energy sector, is also actively involved in efforts to rehabilitate existing oil fields, upgrade pipelines, and review and develop proposals on a legislative and regulatory framework. Canadian officials have also participated in recent International Energy Agency missions focused on improving oil field management, secondary recovery and drilling techniques.

*Proportionally,  
Canada's food  
assistance to the  
former U.S.S.R.  
has outpaced that  
of any other  
Western country.*

## Helping the Health Sector

The Washington conference participants also agreed that alleviating medical shortages is an important priority. Shortly after the conference concluded, Canadian National Defence aircraft delivered \$8 million worth of medicine and medical supplies to the region in a relief effort co-ordinated by the Canadian Red Cross.

Hospital partnerships were proposed by conference participants to improve conditions and training at hospitals. Canada has contributed \$750 000 to one such project underway at the 600-bed Children's Hospital No. 1 in Kiev, Ukraine. The departments of paediatrics at the University of Alberta in Edmonton and Georgetown University in Washington, D.C., are working together to treat children affected by the

Chernobyl nuclear disaster and to train doctors. Canada's project director, Dr. Ernest McCoy, says some 100 physicians from across Canada will help create a model paediatric centre.

## Toward Lisbon

The Washington conference played a key role in identifying priorities and galvanizing action among an increasing number of donor nations to successfully see the new countries of the former Soviet Union through their first critical winter of independence. With agreement that the most lasting contribution to be made is the transfer of expertise on market economies and democracy, promising progress has already been made in the priority sectors of food and agriculture, energy, health and shelter. ■

## LISBON CONFERENCE

A new, long-term alliance was forged in May, when 12 countries of the former Soviet Union met with representatives from more than 60 nations, including Canada, in Lisbon, Portugal.

The countries met to review aid efforts launched by a global coalition of governments and international organizations in Washington last January, and to plan for future action.

Delegates agreed that co-ordinated, international actions to encourage stability have produced positive overall results so far. Emergency shipments of food and medicine helped people get through an uncertain winter.

Meeting the urgent need for ongoing, long-term assistance is the next challenge, said Barbara McDougall, Canada's Secretary of State for External Affairs and co-chair of the conference's food working group.

In an address to the conference, the Minister said concerted efforts to provide ongoing aid must be matched by reforms in Russia and the other

countries. She urged that new arrangements for international co-ordination follow the World Bank model.

Conference participants applauded the decisions of the World Bank and the International Monetary Fund to accept the former Soviet states as members and to play a central role in the move to market economies. As well, an international currency stabilization fund will be established to assist in efforts to make the ruble convertible.

Nuclear safety in the region proved a key concern among delegates. McDougall reiterated Canada's strong support for safeguarding efforts and pledged to share its considerable nuclear expertise.

The delegates agreed that technical assistance should be the essential component of future aid, particularly in the agriculture, health, housing and energy sectors.

The next meeting is planned for the autumn in Japan. ■

# CANADA-RUSSIA: A NEW ERA OF RELATIONS

Canadian Prime Minister Brian Mulroney and Russian President Boris Yeltsin signed a Declaration of Friendship and Co-operation at a Parliament Hill ceremony on February 1, 1992. Its purpose was threefold: to underline the importance of disarmament and arms control commitments, to create a favourable investment climate and to protect the Arctic environment.

The leaders also signed a new agreement for Russia to purchase 25-million tonnes of Canadian grain over the next five years. In response to an urgent appeal for economic assistance, Canada extended a new \$100-million line of credit to Russia for the purchase of Canadian goods and services.

Also unveiled were a number of new projects administered by Canada's Task Force on Central and Eastern Europe as part of its ongoing program of technical assistance to Russia. Designed to assist the process of economic and democratic reform, the projects emphasize practical training and the transfer of skills, and complement Canadian private sector activities in Russia, particularly in the energy sector.

## Energy Expertise

Given Canada's experience with cold weather conditions and frontier exploration, President Yeltsin asked for special assistance to improve recovery in Russia's vast but unproductive oil and gas fields. A number of projects are currently under way.

The Petroleum Industry Training Service (PITS) of Calgary has launched an ambitious \$1.6-million program to train more than 700 oil rig workers and senior managers. They will work at joint ventures run by Gulf Canada Resources and PanCanadian in Siberia. The aim is to improve efficiency and safety and to minimize environmental impact. PITS spokesperson Wayne Wetmore says training will make the Russian oil and gas industry more competitive internationally.

Focusing on a different aspect of the industry, the Canada-Russia Business Council, with help from the Task Force, has opened an office in Calgary to organize workshops and trade missions for Canadian oil and gas companies interested in

opportunities in Russia and Kazakhstan. Other initiatives under development include assistance in establishing a legislative and regulatory framework for the Russian oil and gas sector, and an Association of Canadian Community Colleges program to strengthen Russian post-secondary institutions serving the industry.

## From a Focus on Defence to Democracy

*The Petroleum Industry Training Service of Calgary has launched an ambitious \$1.6-million program to train more than 700 oil rig workers and senior managers.*

Defence conversion is another priority for Russia. But to convert its mammoth defence industry to civilian purposes, the country requires technical assistance, Western investment and technology. The Canadian Centre for Arms Control and Disarmament and the Canada-Russia Business Council recently completed on-site assessments of various Russian and Ukrainian defence industries. They are now matching interested Canadian companies with potential Russian partners for defence conversion joint ventures, and are looking at ways Canada might provide legal and financial advice to assist in the transition.

Democratization projects are also an important part of Canada's technical assistance program in Russia. Five Russian parliamentarians, together with other elected members from across Central and Eastern Europe, recently completed a 10-day seminar on the functioning of government, jointly sponsored by the Parliaments of Canada, Ontario and Quebec.

Focusing on the leaders of the future, the Faculty of Education at the University of Western Ontario is helping to develop a civics textbook for Russian secondary school students. A Canadian-Russian team is currently drafting a comparative perspective on political and social democracy and human rights that will be introduced into the Moscow School Division's curriculum in the fall of 1993.

In another University of Western Ontario initiative, 50 graduate business students travelled to Russia, Belarus, Ukraine, Lithuania and Latvia this spring to teach elementary business concepts to more than 500 students and managers. The project is a follow-up to Western's successful student initiative last year. While the benefits of transferring business skills are obvious, the Canadian instructors also stand to gain,

according to project director Joseph Kairys. "There are some tangible benefits for young Canadians to establish contact with possible business partners of the future," he stresses.

## Doing Business in Russia

The Task Force has also provided matching funds to Canadian businesses to explore new opportunities in the region through its Renaissance Eastern Europe (REE) program. For example, a Downsview, Ontario, company has received funding to train workers in a construction joint venture in St. Petersburg. Bell Canada International is conducting a feasibility study on modernizing telecommunications in the Moscow region. And initial studies financed partially by REE led a Victoria, B.C., company to a joint venture with Russian fishing industry officials to produce waste sampling bottles. These projects and others are expected to lead to more Canadian investment and trade with Russia. ■

## UKRAINE: THE EMERGENCE OF A NEW COUNTRY

The first Western country to recognize Ukrainian independence last December, Canada has also taken the lead in assisting Ukraine in its transition to a market-based economy and supporting the establishment of its democratic institutions.

During a visit to Ukraine last September, Canada's Secretary of State for External Affairs, Barbara McDougall, announced a \$5-million technical assistance package and offered \$50 million in trade credits to the former Soviet republic. Since Ukraine's new independence, Andrij Hluchowecy, director of the Ukrainian Canadian Congress's Ottawa-based Information Bureau, says that Canadian interest has increased "one hundredfold."

*To convert  
its mammoth  
defence industry  
to civilian purposes,  
Russia requires  
technical assistance,  
Western investment  
and technology.*

## Support for Reform

External Affairs and International Trade Canada's Task Force on Central and Eastern Europe is supporting various projects in the key sectors of agriculture, education, business management training, government operations and health.

For instance, the Ukrainian Resource and Development Centre at Edmonton's Grant MacEwan College is leading a consortium of five Canadian universities and colleges in an innovative agriculture curriculum development and training project. Professors at two Ukrainian colleges are being taught how to develop curriculum that meets the needs of a competitive marketplace in a range of subjects, including farm management, fruit production and marketing.

On a similar front, the International Livestock Management School in Kemptville, Ontario, offers specialized courses in Canada and Ukraine for dairy farmers in such areas as herd management and technology and for veterinarians in reproduction and disease prevention. As a result, some 450 Ukrainians will receive much needed training by the time the 15-month project draws to a close in September 1992.

## CHERNOBYL'S CHILDREN

The establishment of a model children's hospital in Kiev providing comprehensive paediatric care and medical training is the ambitious aim of a joint Canadian-U.S. initiative known as Chernobyl's Children.

"It's a tall order but it is nothing short of essential," says Canadian Project Director, Dr. Ernest McCoy. "Some 25 000 children have been affected by the 1986 Chernobyl nuclear disaster, and the level of care they are receiving is, without question, inadequate."

Chernobyl's Children, led by the University of Alberta in Edmonton and Washington's Georgetown University, was launched eight months ago to build on an earlier medical research and treatment project initiated by Greenpeace International at the request of the Ukrainian government.

McCoy drew heavily on his first-hand experience as medical director of the former Greenpeace

The Ukrainian-Canadian Professional and Business Federation, which boasts 25 000 members nationwide, is sending six senior advisers to the Ukrainian government to assist in creating an infrastructure for governmental operations. The Federation's Jaroslav Kinach explains that this group of Canadians will offer their expertise in macroeconomics, defence industry conversion, agriculture, health, legal reform and financial institutions. The Canadian Co-operative Association is also working with Ukrainians to assist in the formation of their own credit union.

## Over the Airwaves

Many Canadians involved in Canada's technical assistance program speak Ukrainian, but there's one project that hopes to increase English language conversation and comprehension skills for Ukrainians. Its aim is to upgrade the language skills of Ukrainians who are now dealing with the international political and economic community.

Terry Hargreaves, Executive Director of Radio Canada International in Montreal, says that the series of 40 half-hour lessons will teach English

*The first Western nation to recognize Ukrainian independence, Canada has taken the lead in assisting Ukraine in its transition to a market economy and democratic society.*

through a "Canadian experience." Listeners of Ukraine's Radio Prominy Network will not only learn a language, but also be exposed to information on Canada's political, economic and social systems.

## The Victims of Chernobyl

The Task Force has combined technical assistance initiatives in health care with a special Canadian \$1.5-million humanitarian assistance package to Ukraine. The results have brought new hope to some of the youngest victims of the Chernobyl nuclear disaster.

At a paediatric hospital in Kiev, the University of Alberta, in co-operation with Washington's Georgetown University, is heading up an international medical project known as Chernobyl's Children. Canadian physicians and laboratory technicians are providing on-site medical services as well as educational training programs for Ukrainian doctors both in Kiev and Canada. Their efforts in Kiev have been reinforced with a one-year supply of basic medicines and medical supplies airlifted to Ukraine by Canada's Department of National Defence and distributed by the Canadian Red Cross. ■

initiative in developing the current project. He now volunteers his time to manage Chernobyl's Children.

With support from the Task Force on Central and Eastern Europe, Canadian paediatricians and laboratory technicians are providing a combination of on-site treatment for Chernobyl victims and specialized training programs for their Ukrainian colleagues at Children's Hospital No. 1 in Kiev, a 600-bed facility that treats 50 000 children annually.

Both McCoy and the project's senior resident paediatrician, Dr. Clare Moisey of Smithers, British Columbia, agree that education is the key. Moisey explains, "The provision of short-term treatment services is not enough. The standard of medical care in Ukraine lags decades behind that in Canada. We need to train the best Ukrainian paediatricians we can in order to create a nucleus of highly qualified physicians. They in turn will lead the charge to upgrade medical education across Ukraine. That is the only means of bringing about long-term change."

As part of this philosophy, eight to ten of the top paediatricians in the project's Kiev-based education programs will be selected for advanced training at various Canadian medical centres.

Supporting the work of Chernobyl's Children at Hospital No. 1 is a one-year supply of critically needed medicines and medical supplies from Canada's \$1.5-million humanitarian assistance package to Ukraine. The shipments were airlifted to Kiev in early 1992.

Moisey is both excited and realistic about the challenges he faces in Kiev. He points to a year of experience working on the Greenpeace project and his fluency in Ukrainian as valuable assets, and he notes with pride that both sides of his family, descended from the earliest wave of Ukrainian immigrants, are celebrating 100 years in Canada in 1992. "As a Canadian of Ukrainian origin," Moisey concludes, "I have a rare opportunity and duty to contribute to a project that will make a difference for many years to come." ■

# INDEPENDENCE RECLAIMED

A \$2.7-million, three-year agricultural project is one of several Canadian initiatives underway in Lithuania, Latvia and Estonia as part of the Task Force on Central and Eastern Europe's technical assistance programs to the Baltic region.

The International Livestock Management School, based in Kemptonville, Ontario, is training 100 Baltic dairy farmers and veterinarians in everything from the latest technologies in artificial insemination to disease prevention and nutrition. By 1994, 1 200 trainees will have upgraded their skills in milk production, with the aim of becoming more competitive in the marketplace.

## Canadian Assistance at the Forefront

On August 26, 1991, Canada became the first Group of Seven (G-7) country to recognize the independence of Lithuania, Latvia and Estonia. Moving quickly to provide concrete support for the economic and democratic transition, International Trade Minister Michael Wilson announced a combination of technical assistance and a \$10-million line of credit for each of the newly independent countries during a tour of the region less than one week later.

Ontario Hydro's New Business Ventures Division has already responded with a series of projects to train senior Baltic power utility officials in corporate policy development strategies, rate setting and labour relations management.

Some Canadian companies are focusing their efforts on a single Baltic nation. The Toronto-based Desktop Publishing Training Centre Inc. is working with the Latvian Ministry of Education to develop computer literacy programs for that country's teachers.

Executive Director Bob Logan says that he is excited about helping to contribute to the development of a new nation.

Others, like Vancouver's Arbokem Inc., the first Canadian firm to take advantage of the Task Force's Renaissance Eastern Europe program in the region, is establishing an environmentally sound mini flax pulp mill in Latvia. The REE program encourages Canadian companies to pursue trade and investment opportunities by sharing certain business development costs.

The Canadian Bankers Association, in co-operation with the Canadian Executive Service Organization, will send teams of Canadian financial experts to Lithuania over the next two years to help the new "Vilnius Banka" establish Canadian-style consumer banking throughout the country.

The Task Force, in co-operation with the Government of Ontario, is also supporting democratic development in Lithuania with the placement of a Canadian adviser in the Office of the Prime Minister. Similarly, Estonia's Ministry of Foreign Affairs is drawing upon the expertise of five Canadians in policy planning and implementation.

## A Strong Presence

With Canadian offices now open in each of the three Baltic republics, Canada has established a strong presence in the region and will be better able to support special initiatives such as the \$1-million Canadian airlift of much-needed medical supplies to the Baltics in March 1992. Canada's contribution was co-ordinated by the Canadian Red Cross as part of an international emergency campaign. ■

*The International Livestock Management School is training 100 Baltic dairy farmers and veterinarians in everything from the latest technologies in artificial insemination to disease prevention and nutrition.*



# CROSS COUNTRY CURRENTS

The pace of change in Central and Eastern Europe over the past three years has been dizzying: from entrenched doctrines to democratic elections, from centrally planned economies to the controlled chaos of the marketplace, from satellite states to autonomy.

Along the way, Canada's program of technical assistance, administered by the Task Force on Central and Eastern Europe, has played a continuing role in support of economic and democratic reform. And just as the nations themselves have grown and matured, so, too, have the Task Force country programs, expanding and evolving to respond to the changing needs and priorities identified by the recipient governments. A snapshot of recent activities across the region follows.

## Czech and Slovak Federal Republic

World-class Canadian remote sensing technology will soon be assisting the Czech and Slovak Federal Republic (C.S.F.R.) to better manage its natural resources and protect the environment.

Remote sensing — the collection of information from aircraft or satellites — provides useful and detailed data quickly and inexpensively. In one innovative Task Force initiative, the Canadian Centre for Remote Sensing (CCRS) is establishing a remote sensing and geographic information system at the Czech Forest Management Centre. Over the course of the 18-month project, the high-tech facility will produce an atlas of forest conditions and environmental damage in the Czech Republic, a key tool for enhanced management of the region's forests. In Slovakia, the CCRS is transferring remote sensing technology to help the Slovak Commission for the Environment monitor land use, soil erosion, and surface and water pollution. To ensure that the knowledge and skills that back up the technology are also transferred, the CCRS is participating in the

establishment of educational facilities at appropriate post-secondary institutions.

Management training is another top priority in the C.S.F.R. Last year, a Canadian Bureau for International Education (CBIE) program saw 130 Czech and Slovak managers participate in a case study to develop a privatization plan for the Czech and Slovak railway system. The group looked at every aspect of every function, from engineering to accounting and from public relations to personnel, with a view to privatization. The top 30 students then came to Canada in the fall of 1991 to learn about the competitive environment first hand, through a combination of academic training and internships with Canadian public and private organizations.

Financial managers were based at St. Mary's University in Halifax, Nova Scotia. Agriculture and resource industry participants studied at the University of Guelph in southern Ontario, while public sector managers were located at the University of Victoria in British Columbia. More than 25 Canadian firms and eight government departments took part in the program, providing practical work experience internships for the managers. An outstanding success, the program will be offered again in 1992.

The Task Force is also responding to the demand for English language training in the C.S.F.R. Canada's National Film Board (NFB) is developing five videos and accompanying teacher's guides for use in English classes. Dealing with themes such as the environment, Canada and private business, each video is not only useful as a language teaching aid but also delivers a message about democracy and open markets. The videos, showcasing some of the best of the NFB's acclaimed work, will be available to schools in the C.S.F.R. through the ministries of education.

*World-class remote sensing technology will soon be assisting the Czech and Slovak Federal Republic to better manage its natural resources and protect the environment.*

## Hungary

Adapting the educational system to meet the needs of its fledgling market economy is a critical challenge in Hungary today, as the country increasingly looks to the global marketplace and deals with the problem of unemployment.

The Association of Canadian Community Colleges (ACCC) is helping to revise curricula in Hungary to better meet the needs of both young and old, those who are entering the workforce for the first time and those who need retraining. For most of the last two years, the ACCC has been developing curricula and training programs for vocational and technical schools with a strong focus on skills essential in the competitive marketplace, such as computer literacy and accounting. In addition, the ACCC is modernizing the curriculum at Hungary's College of Hospitality and Tourism, in response to the needs of the country's growing tourism industry, and is designing a three-year journalism program to support the emergence of a strong independent press.

*The Association  
of Canadian  
Community Colleges  
is helping to revise  
curricula in Hungary  
to better meet the  
needs of both  
young and old,  
those entering the  
workforce for  
the first time  
and those who  
need retraining.*

Recently, the ACCC's pioneering work paid dividends when, in conjunction with Irish partners, it won a \$1.5-million World Bank contract for a human resources development project in Hungary.

In the financial sector, the Task Force is working closely with the Government of Quebec and the Montreal Stock Exchange on trading and securities training programs. Based on a successful pilot initiative in 1991, two seminars were organized for some 50 Hungarian traders at the International Training Centre for Bankers in Budapest, followed by four-month apprenticeships for selected participants at the Montreal Stock Exchange. In a complementary initiative, officials from the Hungarian Securities Commission studied various aspects of securities trading regulation at the Quebec Securities Commission.

On another financial front, Quebec's Société de développement international Desjardins has launched an ambitious three-year project to assist in the restructuring of the National Federation of Hungarian Savings Co-operatives. Desjardins will

## EVENTS AND VISITS

Kyrgyzstan's President, Askar Akayev, travelled to Ottawa in February to formally establish diplomatic relations with Canada. During his visit, Akayev met with Canada's Secretary of State for External Affairs, the Honourable Barbara McDougall, and the Honourable Michael Wilson, Minister of Industry, Science and Technology and Minister for International Trade, to discuss future political and economic links between the two countries.

The Canada-Czechoslovakia Chamber of Commerce, Conseil d'affaires tchèque et slovaque du Québec and the Task Force on Central and Eastern Europe sponsored investment seminars in Toronto and Montreal for Canadian business people interested in opportunities in the C.S.F.R. Participating in the seminars were several Czech and Slovak business leaders, as well as the federal ministers for Foreign Trade and Economy.

In April, Andrey Nechayev, Russian Minister of Economy, met with Canadian business leaders and federal and provincial ministers, including Michael

Wilson, to discuss means of enhanced trade and investment in Russia. During his four-day trip to Montreal, Toronto and Ottawa, Mr. Nechayev signed protocols on an Export Development Corporation \$100-million capital goods and services line of credit and a reactivated \$62-million credit for the purchase of food other than wheat. He also took time to speak at the annual general meeting of the Canada-Russia Business Council.

From May 4 to 10, the Speakers Offices of the House of Commons and Senate hosted 39 parliamentarians from nine Central and East European countries for a one-week seminar on the Canadian system of government. The program featured the participation of Canadian ministers and parliamentarians, senior government officials and the heads of key Canadian institutions such as the Canadian Human Rights Commission. Following their stay in Ottawa, the European parliamentarians undertook a three-day program of activities at either the Ontario or Quebec provincial legislature.

The University of Toronto Centre for International Studies and the International Business and Trade

prepare and implement a strategic development plan, establish a training and internship program, and twin co-operatives to share expertise and assist in the transition.

Finally, Canada is continuing to play a leadership role at the International Management Centre (IMC) in Budapest. Funding for the not-for-profit Centre comes from more than six countries, but Canada has a special profile at the IMC, in large part due to the Centre's dean, University of Calgary professor Dr. Julie Rowney. Canadian projects with the Centre have focused on tailor-made training programs for company managers and marketing of the Centre's management services. Now a Canadian-Hungarian joint venture, Kansys Ltd., has announced plans to establish a special computer facility at the Centre, further enhancing the school's resources and teaching capabilities.

## Romania

The Task Force on Central and Eastern Europe launched its program of technical assistance to Romania in the spring of 1991, and, in just one year, remarkable progress has been made.

Law Program hosted a conference on federalism and the nation state June 4-6. Drawing together leading politicians, academics and analysts, the conference examined the role of federalism in changing global political structures, including a special focus on Central and Eastern Europe and the former Soviet Union.

Canadian Energy, Mines and Resources Minister Jake Epp visited Russia and Ukraine May 20-29. As part of his schedule of activities in Ukraine, Minister Epp toured Chernobyl and announced a joint Task Force/Atomic Energy Canada Limited/National Cancer Institute of Canada project to establish a computerized cancer registry. Accompanied by representatives of 25 Canadian firms, the Minister also promoted the Canadian oil and gas industry at an international trade show in Moscow, and unveiled an energy regulatory project and a resource policy development initiative, both funded in part by the Task Force on Central and Eastern Europe. These projects draw on energy expertise in Alberta's private sector, the Alberta Energy Department, the National Energy Board, and Indian and Northern Affairs Canada. ■

### *The Task Force has launched innovative initiatives in the field of trade union development and labour relations in Romania.*

In the summer of 1991, Romanian officials attended the Canadian Human Rights Foundation's international human rights training course. Their participation, the first ever by Central and East European delegates, marked a historic expansion of the internationally recognized program, which has drawn delegates from around the world for over a decade. Following two weeks of intensive study of human rights issues and law at Prince Edward Island University, the participants met with a range of Canadian government and non-governmental institutions to get a first-hand appreciation of the complexities of protecting and promoting human rights. This year the groundbreaking project will be expanded to include participants

from Russia, Ukraine, Estonia, Lithuania, Latvia and the C.S.F.R., in addition to Romania.

The Task Force has also launched innovative initiatives in the field of trade union development and labour relations. The Canadian Labour Congress participated in the organization of special seminars for women workers in Romania, and has provided training for Romanian union leaders in such areas as collective bargaining and workplace health and safety. In addition, the École Polytechnique de Montréal is assisting in the development of new curricula and teaching materials designed to link academic training more closely with the needs of various industrial sectors.

Nuclear safety is another priority focus of Canada's technical assistance program in Romania. Canada's Atomic Energy Control Board, in conjunction with the International Atomic Energy Agency, is providing advanced training in nuclear regulatory and control activities for 12 Romanian officials at various sites in Canada. The 15-month project will run until March 1993.

Agriculture initiatives in Romania have ranged from dairy farm management training and swine industry technology transfers to projects focusing on grain handling facilities and feed processing technology.

In addition, the Task Force has launched seven business management and consulting projects. A highlight of these, the Young Entrepreneurs Program, organized in co-operation with the Office franco-québécois pour la jeunesse, placed 15 young Romanian entrepreneurs and managers with Quebec corporations and government departments. Their assignments took the Romanians to such varied workplaces as electronics companies, mining operations and the provincial Department of the Environment. ■

# FROM THE COURTROOM TO THE CLASSROOM

Given the pace of change in Central and Eastern Europe, it is not surprising to learn that the legal system is having a hard time keeping up. Law has always been a complex field but, in the midst of daily economic and democratic reforms that are fundamentally reshaping societies, the challenge is unparalleled.

For the past three years, the Canadian Bar Association (CBA), in co-operation with the Task Force on Central and Eastern Europe, has been at the forefront of legal reform in the region, assisting Central and East European lawyers meet the changing demands of their profession as their countries make the transition to independent legal systems.

## Legal Eagles in Training

The centrepiece of the CBA's efforts is a three-month academic training and legal internship program in Canada. Launched as a pilot project in Hungary in 1990, the program has grown each year and this fall will accept 24 of the best lawyers from Poland, the C.S.F.R., Ukraine and Hungary. Under the program, the interns receive an intensive academic introduction to various areas of law, including constitutional, corporate and commercial law, before undertaking working internships with law firms and legal organizations across the country.

Following specially tailored programs similar to those of articling students, the interns gain first-hand experience in research, court work and client relations. The work load is demanding but the interns often receive special assistance from a designated "mentor" within the organization fluent in their mother tongue, a reflection of Canada's multicultural makeup and a unique strength of the CBA program.

*Canadian sponsors are quick to stress that their involvement in the program is a "two-way street," with the long-term benefits of establishing linkages with leading law firms in Central and Eastern Europe and of expanding their opportunities and client base in the region.*

Competition for positions in the increasingly well known program is tough, and support from Canadian legal organizations is growing. Although participating firms must contribute \$10 000 to sponsor an intern, interest in initial CBA plans to include Ukrainian participants in the 1992 fall

program was so high that a special Ukrainian internship project was launched in the spring. Canadian sponsors are quick to stress that their involvement in the program is a "two-way street," with the long-term benefits of establishing linkages with leading law firms in Central and Eastern Europe and of expanding their opportunities and client base in the region.

## On Both Sides of the Bench

This year the Canadian Bar Association will also become involved in training those who sit behind the bench when it launches a pilot project for 15 judges from the C.S.F.R. and Hungary. The participants will first complete a basic training program for new Canadian judges at the country's National Judicial Institute and will then spend two weeks in a Canadian courtroom under the guidance of a specially assigned Canadian mentor judge. The aim is to assist in the emergence of an independent and efficient judiciary in Hungary and the C.S.F.R.

Other CBA initiatives this year will include two professional development seminars for lawyers in Warsaw and Prague. Based on a successful 1991 pilot in Budapest, the seminars will focus on the basics of law office management and the role of lawyers in democratic and free market societies. ■

Other CBA initiatives this year will include two professional development seminars for lawyers in Warsaw and Prague. Based on a successful 1991 pilot in Budapest, the seminars will focus on the basics of law office management and the role of lawyers in democratic and free market societies. ■

# ROUNDTABLE ON CANADIAN TRADE STRATEGY

Despite considerable obstacles, Canadian companies are rising to the challenges of trade and investment with the countries of the former Soviet Union and Baltic States. That conclusion was drawn by Michael Wilson, Minister of Industry, Science and Technology and Minister for International Trade, following a high-level business roundtable held in Toronto in January 1992.

Wilson met with 27 senior business executives from across Canada with commercial activities in the former Soviet Union. Included were representatives from the high-tech, construction, energy, food, legal and financial services sectors.

The Minister elicited their views on trade development and investment priorities and strategies in light of the current restructuring in the former Soviet Union. This was the second time Wilson sought the opinions of business leaders on opportunities for Canada. It reflects his ongoing interest in the newly independent countries and builds on previous visits to the region.

## The Engine of Growth

Joint ventures were a main focus of the discussion. Canadian firms have signed about 100 such agreements with partners in the former Soviet Union and half of the joint ventures are already under way. In addition, a recent study commissioned by the former Canada-U.S.S.R. Business Council found that Canada's success rate is higher on average than that of other countries. Canadian joint ventures generally become operational faster and hire more local labour than those from other countries.

Noting this impressive track record, Wilson said the private sector "is the best engine of growth." The

potential is high for further success, he added, because of the many similarities between Canada and the former Soviet Union in climate, geography and natural resources.

The participants agreed that joint ventures will remain the dominant commercial vehicle. Direct trade will develop as state enterprises are privatized and the ruble becomes a convertible currency. Until then, more companies will rely on countertrade to generate hard currency revenues to finance their exports to the region.

*"The private sector is the best engine of growth."*

*The Honourable  
Michael Wilson*

Responding to some of the participants' concerns, Wilson said negotiations were proceeding on new trade agreements to eliminate some of the past risks and obstacles to doing business, such as double taxation.

## Expanding Opportunities

Several recommendations were made to help both the government and the private sector facilitate increased business. For instance, Canadian firms should explore financing available from international finance institutions, such as the European Bank for Reconstruction and Development, where Canada's recently established technical co-operation fund is helping to give Canadian firms an inside edge.

Wilson said he intends to continue to consult periodically with the private sector to facilitate business linkages and expand Canada's presence in the newly emerging markets of the former Soviet Union. In July, the Minister will lead a delegation of senior business people to Russia to focus on sectors of particular Canadian expertise. ■

# A MISSION OF MERCY

Canadian Secretary of State for External Affairs Barbara McDougall was at Kiev's Borispol airport on January 27, 1992, to meet the first shipment in Canada's \$8-million airlift of medicines and medical supplies to the former Soviet Union and the three Baltic nations of Lithuania, Latvia and Estonia.

The airlift was part of the more than \$10 million of humanitarian assistance donated to Central and Eastern Europe and the former Soviet Union by the Government of Canada during the past six months.

## Emergency Airlift

The Canadian humanitarian airlift, coordinated by the Canadian Red Cross, has brought desperately needed medicines and medical supplies — including syringes and dressings — to Ukraine, Russia, Belarus, Moldova, Kyrgyzstan, Armenia, the Nagorno-Karabakh region of Azerbaijan and the Baltic States. The supplies are targeted to those most in need — children's hospitals, pregnant women, and the elderly both in and outside of institutions — and will support hospital and home care for more than 435 000 patients for the next 12 months.

The Canadian Department of National Defence made some 20 flights to airlift the more than 180 000 kg of medical supplies to the former Soviet Union. In addition, Canadian military aircraft helped to transport food aid donated by the European Community into Russia as part of an international North American Treaty Organization (NATO) relief initiative.

## The Ravages of War

Canada has also focused its relief efforts on the former Yugoslavia. Initially the Canadian government contributed \$1.25 million toward the purchase of emergency relief and medical supplies to support the activities of the International Committee of the Red Cross. Canadian Forces airlifted the supplies to the region in late 1991.

Then, in January 1992, Mrs. McDougall announced an additional \$1-million contribution to a special United Nations' (UN) appeal for humanitarian assistance.

"The contribution underlines Canada's support for UN work and our determination to alleviate the suffering of innocent civilians in the war-torn region," said McDougall in making the announcement.

*"The contribution underlines Canada's support for UN work and our determination to alleviate the suffering of innocent civilians in the war-torn region."*

*The Honourable  
Barbara McDougall*

The funds will be shared by the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees, the United Nations Children's Fund and the World Health Organization.

Canadians are also playing a frontline role in the United Nations peace-keeping operations in Yugoslavia and Croatia. The Canadian contingent of 1 200 military personnel is one of the largest in the 31-nation United Nations Protection Force (UNPROFOR). In addition, 30 members of the Canadian Royal Mounted Police will act as civilian police monitors under UNPROFOR.

## A Generous Response

Other Government of Canada initiatives include a shipment of 1 000 tonnes of wheat to Albania and the provision of skim milk powder to Bulgaria. In addition, hundreds of Canadian voluntary organizations and private citizens have made generous donations of money, food and clothing to the former republics of the Soviet Union. (See sidebar on p. 21).

Canadian business has also responded. The Quaker Oats Company of Peterborough, Ontario, provided 17 orphanages in Belarus with a one-month supply of oatmeal to help feed some 8 500 children. Valued at approximately \$50 000, the shipment was accompanied by Jon Grant, Quaker's President and Chief Executive Officer, who noted during a special ceremony in Minsk, "This was a necessary thing to do in light of the difficult circumstances facing the people of Belarus. Quaker has strong ties with the former Soviet Union and we could not simply look away." ■

## HOW CANADIANS CAN HELP

Canadians have always responded generously to international appeals for assistance in times of emergency and disaster. Some citizens have often found unique and successful ways of making their own contribution to those in need, and their efforts are worthy of praise.

While donations of goods are made in the spirit of generosity, it is the consensus of experts in the field that in-kind gifts can sometimes lead to more headaches than relief.

- It is often impossible to ensure the quality of donated goods.
- Transportation costs can be extremely high, and, if the goods are inappropriate or in the wrong proportions, the money will not be well spent.
- Relief personnel on the ground can lose valuable time sorting and distributing items that are frequently available locally, or much closer to the area in need, at less cost.
- Donations of out-of-date medicines and medical supplies can do more harm than good. Food and clothing may be inappropriate for the region. In some parts of the world, items such as used clothing and blankets may be subject to import regulations requiring fumigation or wrapping.
- An emergency situation is not the time to start trying to establish a distribution network in unfamiliar territory.

In general, individuals wishing to help are encouraged to make financial contributions to internationally recognized, non-governmental agencies that have the experience and the contacts necessary to distribute aid quickly and efficiently. These organizations conduct detailed assessments and develop lists of items most desperately required. They can often buy the goods at special prices, ensuring that each dollar donated is well spent. ■

## CANADIAN TRUST FUNDS ESTABLISHED

Canada recently established two international trust funds to finance technical assistance work by Canadian consultants in Central and Eastern Europe including the former Soviet Union.

In December 1991, a contribution of \$1 million over three years founded the Canadian Technical Co-operation Fund at the European Bank for Reconstruction and Development (EBRD). The fund enables the bank to hire Canadian consultants to work on bank projects throughout the region. Priority areas include privatization and economic restructuring in the energy, agriculture, transportation and telecommunications industries.

In addition, a \$1-million Canadian Consultants Trust Fund has been established at the International Bank for Reconstruction and Development (IBRD), better known as the World Bank. In co-operation with governments in the region, the IBRD will soon begin inviting Canadian companies to bid on projects financed by the bank in a number of sectors including education, labour retraining, health care and business management.

### Multilateral Action

These contributions underscore Canada's strong support for the increased involvement of international financial institutions in the transformation of the economies of the former Soviet Union and Central Europe.

An active multilateral player, Canada was a founding member of the EBRD and sits on its board of directors. Canada also continues to play a leading role at the IBRD and other multilateral organizations such as the Organization for Economic Co-operation and Development (OECD) and the Economic Commission for Europe. Both have received special Canadian contributions to support initiatives in Central and Eastern Europe.

## Opportunities for Canadians

Work sponsored by the two major trust funds will add to the experience and profile of the Canadian consultants and could lead to future EBRD and IBRD contracts. A similar strategy adopted by the Task Force elsewhere paid dividends when the Association of Canadian Community Colleges undertook a hospitality and tourism curriculum development project in Hungary with Task Force support. The original project led the Association to win a \$1.5-million contract with the IBRD.

Both the EBRD and the IBRD will invite bids on their projects from Canadian companies known to the banks for their experience and stature in international development. ■

## FOR FURTHER INFORMATION

This newsletter is produced by the Task Force on Central and Eastern Europe, External Affairs and International Trade Canada, to provide information on Canadian initiatives and developments in Central and Eastern Europe.

If you wish to receive further information on Task Force activities or on the submission of project proposals, please contact the Task Force at:

Task Force on Central and Eastern Europe  
External Affairs and  
International Trade Canada  
Ottawa, Ontario  
K1A 0G2

or call (613) 992-7820  
fax (613) 943-0333